This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

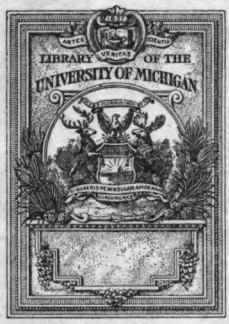
We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

Digitized by Google




FROM THE LIBRARY OF

Professor Karl Heinrich Rau

OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE

UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY

Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1871

Digitized by Google

HC
25
.D9

Digitized by Google

Digitized by Google

PARSONS LIBRARY
University of

# SYSTÈME

DE

# L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE.

en 1822.

Digitized by Google

*Se trouve aussi chez :*

DELAUNAY, libraire, Palais-Royal, galerie de bois.
PAINPARRÉ, libraire, Palais-Royal, *idem.*
PONTHIEU, libraire, Palais-Royal, *idem.*
PELICIER, libraire, place du Palais-Royal.

---

DE L'IMPRIMERIE DE HUZARD-COURCIER.

Digitized by Google

Red mor

# SYSTÈME

DE

# L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE

en 1822,

CONSIDÉRÉ SOUS LES RAPPORTS DES FINANCES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA NAVIGATION,

D'APRÈS UN EXPOSÉ MINISTÉRIEL;

PAR CHARLES DUPIN,

Membre de l'Institut; du Comité consultatif des Arts et des Manufactures de France; Officier supérieur au corps du Génie maritime, etc.

---

*Antè quam destinata componam, repetendum videtur, qualis status urbis, quæ mens exercituum, quis habitus provinciarum, quid in toto terrarum orbe validum, quid ægrum que fuerit : ut non modò casus eventusque rerum, qui plerumque fortuiti sunt, sed ratio etiam causaque noscantur.*

TACIT., Histor., lib. I, § IV.

---

PARIS,

BACHELIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR, SUCCESSEUR DE Mme Ve COURCIER, QUAI DES AUGUSTINS, N° 55.

1823.

160

Digitized by Google

Digitized by Google

# SYSTÈME

DE

# L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE

EN 1822.

## INTRODUCTION.

On se propose ici de présenter le tableau résumé des moyens employés par l'Administration britannique, dans le court espace d'une année, pour améliorer la fortune de l'État et le bien-être des citoyens. A ces résultats on joindra des observations qui sont le fruit de cinq voyages dans les trois royaumes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande. On cherchera surtout les rapprochements et les conséquences qui peuvent offrir quelques vues d'amélioration et de perfectionnement, sur les grands objets d'utilité publique, au sujet desquels il importe le plus de répandre des idées étendues et justes.



Digitized by Google

En Angleterre, la stabilité du Ministère a pour garantie l'opinion générale des citoyens éclairés. Les moyens les plus sûrs qu'ait l'Administration, pour rattacher à ses principes, comme à ses actions, et le citoyen, et le législateur, c'est d'exposer avec franchise, avec clarté, la marche qu'elle a suivie et les fruits qu'elle en a recueillis. Les annales du Ministère, offertes avec confiance à la critique contemporaine d'une opposition clairvoyante, lorsqu'elles triomphent en effet des objections et des réfutations, donnent au vainqueur une force nouvelle, et d'autant plus sûre, qu'elle prend sa source dans la conviction et dans l'assentiment de tous les esprits éclairés.

Tel est l'effet que le compte rendu pour 1821, sur l'Administration des affaires de la Grande-Bretagne, a produit dans tous les esprits; tel est l'effet que produira, certainement, le compte que cette même Administration vient de rendre pour l'année 1822.

Espérons qu'un jour ce grand exemple offert aux gouvernements européens, sera suivi, du moins chez les peuples qui, comme le peuple français, ont le bonheur de vivre sous un régime constitutionnel, semblable à beaucoup d'égards

Digitized by Google

au régime qui fait la puissance et la gloire des trois royaumes.

« Chez un peuple libre et fier, disait en 1821 l'historien de l'Administration britannique, les ministres ne peuvent se soutenir que par le sentiment qu'inspirent leur capacité et leur caractère. Là, le caractère est influence : l'influence est pouvoir ; et ce pouvoir d'influence atteint jusqu'au but où ne saurait arriver le pouvoir matériel de la loi, ni la force physique de l'autorité ; enfin l'attachement du peuple pour son gouvernement, a toujours été le meilleur moyen d'administration. »

Et nous aussi, qui sommes une nation fière, nous à qui nos lois fondamentales reconnaissent et garantissent des libertés, c'est par le caractère et par son influence, c'est par la raison et par ses lumières, que nous devons, que nous pouvons être gouvernés.

La France, parmi toutes les puissances du continent, doit être la première à voir son Administration, non-seulement égaler, mais surpasser en courage moral l'Administration de l'Angleterre, et dire à tous les citoyens : Voilà dans quel esprit nous avons dû vous gouverner, durant l'année qui vient de s'écouler.



Digitized by Google

Telles étaient nos ressources et nos difficultés. Tels sont nos résultats et nos triomphes.

Il me semble, d'ailleurs, que le pouvoir qui se dit souvent à lui-même, Je devrai montrer au grand jour, à telle époque, mes pensées et mes actions jusqu'à cette époque, s'arrête au moment d'exécuter une foule de mesures que peut-être il se serait permises, s'il avait eu l'espoir de les ensevelir à jamais dans le secret. C'est le bienfait d'une espèce de confession politique, qui remet moins de péchés encore, qu'elle n'en fait éviter à la faiblesse humaine.

Le Ministère britannique, en donnant à l'avance et de lui-même, au public, toutes les explications que les membres du Parlement peuvent lui demander quelques semaines plus tard, se prépare un grand avantage. Il prend l'initiative sur la confiance publique. S'il est faible dans quelques parties, il est fort dans l'ensemble; et l'impression définitive produite sur les esprits, tourne en sa faveur, bien que peut-être il soit encore répréhensible à certains égards. Il suffit qu'il ait produit beaucoup de bien, pour qu'on attende avec patience qu'il en produise encore davantage, dans les années à venir.

En suivant une marche pareille, ces avantages

Digitized by Google

peuvent être obtenus au même degré par les ministres de la France, et pour eux, et pour notre patrie.

C'est donc dans l'intérêt du Ministère, non moins que dans l'intérêt de la nation ; que nous présentons ici nos idées. Le lecteur y cherchera vainement les traces d'un esprit de parti, quel qu'il soit. Nous ne verrons que l'Angleterre dans l'Angleterre, et que la France dans les leçons qui nous sont offertes par l'étranger. Nous dirons la vérité pour elle-même, et sans nous inquiéter des passions ni des intérêts anciens ou nouveaux, auxquels elle devra déplaire : il nous suffira qu'elle soit utile à notre pays.

Pour que cet écrit puisse être consulté sans préjugés, sans prédilection et sans aversion, par des lecteurs d'opinions opposées, et puisse réunir l'assentiment de tous les esprits sur des objets d'utilité constante et générale, nous supprimerons les discussions qui tiennent à des évènements transitoires, à des intérêts politiques, à ces haines de parti, semblables aux mondaines amitiés qui, selon l'éloquence de Bossuet, changent et s'en vont avec les intérêts et les années...

Nous voulons seulement examiner ici les actes qui peuvent influer sur la fortune publique et

Digitized by Google

sur la fortune des citoyens, sous les rapports économiques des finances, des ressources nationales, des relations commerciales, des colonies, du commerce, de la navigation et de l'intérieur.

Nous supprimerons plusieurs développements relatifs à des intérêts particuliers, sans conséquence et sans application pour la France.

Nous ne conserverons ainsi que les faits principaux et les maximes les plus dignes d'être connues, dans les résultats obtenus et dans les principes avoués par l'Administration de l'Angleterre.

En citant les valeurs numériques présentées par l'historien du Ministère britannique, nous ne prétendons pas en garantir à tous égards la scrupuleuse exactitude. Nous prenons comme des données de confiance, en faveur de ce Ministère, les valeurs mêmes qu'il rapporte.

Digitized by Google

# CHAPITRE PREMIER.

## *Des Finances.*

La nation, dit l'organe de l'Administration britannique, doit aux ministres une reconnaissance proportionnée aux services qu'ils rendent à la patrie. Ils obtiendront cette reconnaissance si l'on démontre, par un exposé sommaire des mesures dont ils sont les auteurs, qu'ils ont administré les finances nationales de manière à faire entrer en juste considération le soulagement du peuple et la sûreté de l'État, et de manière à concilier l'économie en faveur du contribuable, avec la sécurité en faveur du créancier de la dette publique.

Le même auteur explique ainsi l'esprit général du Ministère actuel : s'abstenir autant que possible, avec les charges existantes, de créer des taxes nouvelles et de nouveaux emprunts; suffire aux dépenses annuelles avec les revenus; prendre, chaque année, sur l'ancien fonds d'a-

Digitized by Google

mortissement, les sommes nécessaires pour mettre au pair la recette avec la dépense; compenser cette soustraction par l'addition annuelle de 5 millions sterlings à la caisse d'amortissement; conserver au Ministère un tel maniement des fonds d'amortissement, pour que l'Administration puisse faire, chaque année, de grands achats de papiers publics, et, dans les circonstances importantes, puisse empêcher la rente d'éprouver de trop grandes variations, qui compromettent toujours et la fortune publique et celle des particuliers.

Lorsque le fonds d'amortissement sera égal au centième du capital de la dette, on emploiera, tous les ans, le surplus de ce centième pour diminuer les taxes les plus onéreuses et les plus contraires à la production, ainsi qu'au commerce.

L'écrivain ministériel, qui tour à tour est l'organe des intérêts généraux et des intérêts de son propre parti, présente ensuite une longue série de raisonnements pour prouver que le Ministère des wighs ne savait que dépenser, tandis que le Ministère des torys sait produire l'économie. Il fait un pompeux étalage de l'incapacité d'une Administration précédente, dont les membres, selon lui, étaient de ceux que tout le monde

Digitized by Google

jugeait très dignes de gouverner, jusqu'à ce qu'ils eussent pris en main le gouvernail : *quos omnes imperio dignissimos existimabant donec imperassent.*

Au moins voilà des formes, et jamais un Ministère n'a mis plus d'urbanité pour décrier celui qu'il sut remplacer.

Vient ensuite l'éloge de l'Administration financière de M. Perceval, auquel l'auteur reconnaît avoir des obligations particulières. M. Perceval, quoique tory, connut très bien l'art d'imposer des taxes, et de consommer les revenus publics, en y ajoutant des dettes.

Après M. Perceval arriva l'Administration économique par excellence, qui, dans le court intervalle de dix années, éleva la dette publique au-delà de 750 millions sterlings : c'est-à-dire au-delà de 19 milliards de francs.

Il faut voir à présent par quels moyens le même Ministère essaie de remédier, suivant son nouveau système, aux dépenses excessives des premiers temps de son administration. Cette partie de ses travaux lui fait un honneur que la vérité nous oblige à déclarer. Nous le disons avec ce vrai plaisir qu'un ami du bien-être de toutes les nations éprouve alors qu'il voit pré-

Digitized by Google

senter, en faveur d'un peuple éclairé, des moyens administratifs dignes de servir d'exemple à tous les gouvernements.

Les grandes mesures prises en 1822, au sujet des finances, sont au nombre de six :

1°. Les dépenses publiques réduites de 51 millions de francs (1), comparativement à l'année précédente ;

2°. Un fonds annuel de 128 millions de francs (2), constitué pour opérer l'amortissement de la dette publique ;

3°. Un cinquième de l'intérêt de cette dette, gagné, par une seule opération financière, sur 3 milliards 952 millions de francs (3) ;

4°. Les pensions de l'Armée et de la Marine, qui se montaient annuellement à 128 millions de francs (4), changées en rentes qui, pour chaque année, coûteront soixante-onze millions quatre cent mille francs seulement, et qui cesseront en totalité dans quarante-cinq années ;

5°. Ces diverses mesures ayant économisé, dans

(1) 2 millions sterlings.
(2) 5 millions sterlings.
(3) 155 millions sterlings.
(4) 5 millions sterlings.

Digitized by Google

les dépenses annuelles, 84 millions de francs (1), l'impôt annuel est diminué de ces 84 millions;

6°. Moyens adoptés pour subvenir aux besoins de la circulation monétaire.

Suivons en particulier l'esprit et les résultats de chacune de ses opérations.

I. Par la première mesure, 31 *millions de francs sont économisés* sur les dépenses publiques de l'Armée, de la Marine, de l'Ordonnance et des services divers. C'est ce qu'on voit en comparant les budgets de 1821 et de 1822. Mais 1821 présentait déjà, sur les mêmes parties du service public, une économie de 40 millions de francs. Ainsi le total des économies faites, en deux années, sur la dépense des différents Ministères, s'élève à 91 millions de francs!....

En 1822, la dépense totale du gouvernement britannique égale 414 millions de francs (2), y compris 71 millions de francs affectés aux pensions pour récompenser les services de l'Armée et de la Marine. Par conséquent, avec

(1) 3,300,000 livres sterlings.

(2) 16,218,346 livres sterlings.

Digitized by Google

343 millions de francs seulement, le Ministère suffit à l'Administration des trois royaumes britanniques, ainsi qu'à l'entretien de la Marine et de l'Armée, pour protéger le commerce au dehors, et pour maintenir la tranquillité dans la métropole et dans toutes les colonies d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, etc.

Vu la disproportion du prix des objets de première nécessité et de beaucoup d'objets de luxe, les 343 millions qui suffisent à la dépense annuelle de tous les Ministères britanniques, ne représentent pas 300 millions de francs employés aux mêmes dépenses, sur aucun point du continent européen.

D'après cela nous concevons qu'il existe une économie véritable dans l'Administration britannique, c'est-à-dire une économie qui réduit dans un degré très remarquable, la dépense publique, sans affaiblir aucun des moyens d'action civile, de force militaire et de crédit national.

II. Passons à la seconde mesure, qui concerne *l'amortissement de la dette publique.* Le comité des finances, institué par la chambre des Communes, en 1819, avait statué que, pour donner aux créanciers de l'État une pleine sé-

Digitized by Google

curité, et par conséquent pour donner toute la solidité désirable au crédit public, il était nécessaire de former un fonds annuel d'amortissement égal à 5 millions sterlings (128 millions de nos francs).

C'est seulement après trois ans d'efforts que les ministres purent obtenir un pareil résultat. Voici par quels progrès ils arrivèrent à ce terme :

| | | Livres sterlings. |
|---|---|---|
| 1820 | Revenu..... | 54,542,958. |
| | Dépense..... | 53,095,377. |
| Reste pour l'amortissement. | | 1,447,580. |
| 1821 | Revenu..... | 55,997,592. |
| | Dépense..... | 53,325,915. |
| Reste pour l'amortissement. | | 2,671,676. |
| 1822 | Revenu..... | 55,228,592. |
| | Dépense..... | 49,968,364. |
| Reste pour l'amortissement. | | 5,260,228. |

Le Ministère britannique s'applaudit avec raison d'avoir obtenu pour 1822 un résultat si brillant, lorsqu'on le compare à ceux des années précédentes. Mais pour être juste, on pourrait peut-être lui demander pourquoi n'a-t-il

Digitized by Google

pas, dès 1819, réduit les dépenses sur le pied où elles se trouvent en 1823? et pourquoi n'est-ce qu'après sept ans et demi de paix que l'Administration de l'Angleterre est enfin parvenue à mettre ses finances sur le pied de paix? La réponse pourrait être satisfaisante à plusieurs égards; mais à beaucoup d'autres, elle serait difficile, et j'ose dire impossible.

L'historien du Ministère entre en discussion contre les économistes qui regardent comme inutile une caisse d'amortissement.

Voici, dit-il, ce que l'Administration britannique entend par fonds d'amortissement.

1°. C'est un fonds surabondant qui, placé dans les mains des commissaires préposés au rachat de la dette nationale, donne au Ministère une grande et nécessaire influence sur le cours des effets publics, et surtout qui lui donne le moyen de soutenir le crédit du gouvernement, lorsqu'une baisse soudaine des revenus de l'Etat est produite par la fluctuation du produit des impôts variables.

2°. C'est un fonds qu'on doit employer, suivant l'opportunité du cours des effets publics, pour *réduire* l'intérêt de la dette nationale *au taux uniforme de trois pour cent.*

Digitized by Google

3°. C'est un trésor accumulé, un revenu disponible pour tous les besoins publics imprévus.

Le premier objet du fonds d'amortissement remis à la direction éclairée de l'Administration, pour soutenir le crédit public et pour empêcher de trop grandes fluctuations dans la valeur des fonds, est un des plus importants, non-seulement pour assurer la marche et le succès des affaires nationales; mais pour mettre le commerce, l'industrie et l'agriculture, à l'abri de ces violentes secousses que produisent, sur toutes les fortunes, des changements trop subits dans la valeur des fonds. Sous l'Administration si désastreuse de Law, nos ancêtres ont vu tout ce qui peut résulter d'une folle confiance, pour élever au-delà de leur juste valeur le prix des fonds publics, et tout ce que peut ensuite la terreur pour les abattre au-dessous de leur taux naturel.

Aujourd'hui, sans doute, d'aussi grandes oscillations sont impossibles, dans la valeur des effets de notre dette nationale. Cependant, lorsque les simples apprêts d'une guerre produisent sur nos fonds une baisse comparable à la baisse actuelle, on doit voir combien il serait important pour notre pays, et précieux

Digitized by Google

pour notre Ministère, qu'il eût des moyens plus efficaces pour empêcher d'aussi grandes altérations dans le cours naturel des effets publics.

Le Ministère britannique a des moyens bien plus puissants d'agir sur les fonds.

Il dispose d'abord de 128 millions de francs, consacrés à l'amortissement annuel. C'est plus du sixième de tout l'intérêt de la dette. Ensuite les rachats de fonds faits avec cette somme, peuvent l'être dans les temps indiqués par la trésorerie, et non pas faits chaque jour par 365e, comme en France. Ainsi le gouvernement anglais peut toujours produire, dans une circonstance donnée, un grand effet sur les fonds publics, afin de déjouer les combinaisons désastreuses des joueurs les plus opulents.

Le revenu de la Grande-Bretagne dépend d'une foule d'éléments très variables de leur nature; les uns, qui portent sur des consommations, augmentent avec l'aisance des citoyens et la bonté des récoltes; les autres, qui portent sur le commerce extérieur, augmentent avec les opérations de ce commerce; et des causes contraires font diminuer ces sources de revenu. La fluctuation du revenu public peut aller ainsi jusqu'à dix pour cent, en plus ou en moins. Dans

Digitized by Google

l'année 1817, ce revenu tomba jusqu'à la plus basse limite.

Il faut qu'en des années aussi fâcheuses, le gouvernement trouve en réserve, à sa disposition, des moyens surabondants. Alors il n'est pas obligé de faire des emprunts trop onéreux, ni d'augmenter des impôts, dans un moment désastreux qui réclame plutôt la diminution des charges publiques. Ces moyens surabondants, c'est le fonds d'amortissement qui les fournit.

Aux approches d'une guerre, un gouvernement qui possède un riche fonds d'amortissement, doit trouver plus facilement à faire des emprunts, et des emprunts avantageux. Quand les capitalistes savent que l'Etat a des moyens d'assurer ses créances sur les bases les plus solides, ils prêtent plus volontiers, et toujours à de meilleures conditions.

### III. *Réduction dans l'intérêt de la dette.*

C'est un des plus beaux emplois que le gouvernement britannique ait imaginé de faire du fonds d'amortissement, que de l'employer à réduire le taux de l'intérêt des fonds publics. M. Pitt est celui qui le premier, je crois, a mis en pratique cette heureuse conception.



Digitized by Google

Le Ministère actuel s'est servi de ce moyen. Dans le cours d'une seule année, il a réduit, de cinq pour cent d'intérêt à quatre pour cent, une partie de la dette publique, égale en capital à 3 *milliards* 952 *millions de francs*. Cette opération financière a produit, sur le paiement actuel de la rente, une diminution d'à peu près 37 millions de francs !....

Il est facile de comprendre comment s'est effectuée cette opération.

L'intérêt du placement des fonds, comme celui de la valeur des escomptes, a d'abord été réduit, par la banque d'Angleterre, de cinq à quatre pour cent d'intérêt annuel.

Ensuite le gouvernement a déclaré qu'il voulait réduire au même taux l'intérêt des fonds placés à cinq pour cent. Il a payé le petit nombre de rentiers qui ont désiré retirer leurs fonds; les autres ont consenti à la réduction, dans l'impuissance où ils se voyaient de placer ailleurs que dans le trésor public, et plus sûrement, et plus productivement, leurs valeurs monétaires.

Le gouvernement anglais n'a pas encore poussé jusqu'à son dernier terme cette grande opération. Il se propose de réduire par degrés l'in-

Digitized by Google

térêt de la dette publique, de 4 pour cent à 3 $\frac{1}{2}$, et de 3 $\frac{1}{2}$ à 3 pour cent. C'est le but où, dans l'état actuel de son commerce et de son industrie, il a l'espoir de parvenir prochainement. Par ces dernières réductions, le paiement annuel des rentes sur l'Etat, sera diminué de plus de 53 millions de francs.

Le gouvernement pourra donc, à son choix, accélérer l'amortissement, ou réduire les impôts, en commençant par ceux qui nuisent le plus à l'accroissement de la richesse nationale.

Examinons par quels degrés le crédit public de l'Angleterre a pris cette marche prospère.

Les fonds placés à 3 pour cent,

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dans les années | 1816, | 1817, | 1822, |
| Se sont vendus... | 62, | 74, | 81. |

Dans l'année 1816, tous les esprits étaient alarmés en songeant à l'énormité de la dette publique, aux embarras du commerce, aux souffrances de l'industrie, à la détresse de l'agriculture. Les mots de banqueroute partielle étaient déjà dans la bouche de plusieurs publicistes; les moins timorés la proclamaient comme inévitable. Le plus éloquent et le plus



Digitized by Google

fougueux des démagogues s'écriait, avec l'accent d'une joie fanatique : Amis ! les membres du parlement peuvent manquer à notre cause ; les défenseurs de nos droits peuvent les vendre ou les trahir ; mais nous avons un allié qui jamais n'abandonnera notre parti, et le Ministère un ennemi qui ne cessera de le combattre qu'après l'avoir terrassé : *c'est la dette.*

Eh bien, cette dette qui jamais ne devait abandonner l'espoir des plus audacieux réformateurs, elle a déjà commencé de déserter leur cause. Déjà le poids annuel dont elle accablait le trésor public est allégé. C'était le premier effort qui présentait les difficultés les plus grandes, et ce premier effort est produit.

Vers la fin de 1822, les commissaires de la dette nationale rachetaient les rentes sur le taux d'un intérêt égal au 27e du capital ; ils espèrent les racheter sur le taux du 33e. Or les fonds de terre rapportent, aujourd'hui même, un plus grand revenu.

Ainsi donc, pénétrons-nous bien de ce grand résultat financier :

Le Ministère britannique a la juste espérance de donner aux fonds publics un tel crédit, qu'on préfère pour un même capital, un moindre re-

Digitized by Google

venu tiré de ces fonds nationaux, que d'une propriété territoriale !

En France, les propriétés territoriales ne rapportent pas 4 pour cent, terme moyen;

Et la rente, au taux le plus élevé, n'a guère rapporté moins de 5 $\frac{1}{2}$ pour cent.

Il ne faut point que l'Administration française soit découragée par un semblable parallèle. Elle a déjà beaucoup fait. Dans le court intervalle de cinq années, elle a relevé les fonds, de 64 à 94. Ce succès est un garant de ce qu'elle pourrait faire, avec des moyens pareils à ceux que la confiance du législateur accorde à l'Administration britannique (1).

La baisse actuelle de nos fonds est une grande et sévère leçon; elle fera sans doute prendre des mesures pour qu'à l'avenir, le Ministère puisse empêcher un semblable malheur de se produire.

Il est facile d'expliquer comment il se fait que des fonds publics puissent être d'une plus

(1) Le baron Louis désirait beaucoup que l'on conservât, au ministère des finances, le choix des temps opportuns pour le rachat des rentes; mais il n'a pas pu l'obtenir de la chambre des députés, qui finira par revenir à l'adoption du système de cet habile ministre.

Digitized by Google

grande valeur que des fonds de terre, pour des rentiers et pour des capitalistes. La facilité, la ponctualité du paiement des intérêts; l'exemption de tout soin, de tout souci, pour la gestion de ses capitaux; la possibilité de vendre à chaque instant, une partie ou la totalité de sa fortune, au taux général des effets publics; et cela sans avoir besoin, comme pour des biens-fonds, d'attendre un acheteur qui, d'ordinaire, offre d'autant moins de votre bien, qu'il connaît mieux votre besoin de vendre : toutes ces raisons donnent à coup sûr aux placements dans les fonds publics, une grande supériorité sur les placements en immeubles. C'est à l'Administration de profiter, en faveur des finances nationales, de ce genre de supériorité.

En Angleterre, et même en France, il existe toujours une si grande quantité de capitaux non placés, ou mis en dépôt sans intérêt, que les fonds publics, tant qu'ils offriront une grande sécurité, attireront les capitalistes, toutes les fois que la réduction de cet intérêt marche de pair avec la réduction générale de l'intérêt des finances commerciales.

Nous ne suivrons pas l'historien du Ministère britannique dans une controverse qu'il

Digitized by Google

soutient contre les économistes de l'opposition, sur la nature et les effets particuliers des fonds de la Grande-Bretagne. C'est, sous d'autres formes, une amplification des raisonnements et des faits que nous venons de rapporter.

Nous observerons seulement qu'en 1819, pour élever la recette au-dessus de la dépense, le Ministère obtint du Parlement, d'augmenter les impôts de trois millions sterlings. A coup sûr, il eût mieux valu dès-lors diminuer de trois millions les dépenses annuelles. Or la réduction était possible; puisque trois ans plus tard elle s'est faite sans qu'aucune circonstance ait changé, ni au dehors ni au dedans.

On observe que ces trois millions d'impôts sont établis si ingénieusement, que le peuple anglais ne s'aperçoit pas de leur existence. Cela prouve seulement que s'il existe, dans la masse des impôts, 3 autres millions dont le peuple anglais s'aperçoive (et j'ose croire qu'il en existe), on aurait pu les remplacer par ceux-là.

En même temps, il faût ajouter, en faveur du Ministère, que si trois millions d'impôts ont été créés en 1819, une plus grande valeur d'impôts a été supprimée dans les deux années subséquentes. Nouvelle preuve qu'on aurait pu

Digitized by Google

commencer par ne pas créer de taxes nouvelles.

On reproche au Ministère britannique de conserver une énorme dette flottante dont les intérêts, qui ne sont pas portés avec ceux de la dette fondée, détruisent tout l'avantage prétendu de l'amortissement.

Le gouvernement dénie la rigueur et l'étendue de cette assertion; et ses preuves nous semblent convaincantes. Mais l'objection, ne fût-elle vraie qu'en partie, n'en diminuerait pas moins l'avantage effectif du fonds considérable affecté à l'amortissement.

Parmi les sommes qui figurent au rang des emprunts garantis par des billets de l'Echiquier, il faut compter 51 millions de francs, avancés par le gouvernement aux associations de toute espèce, pour des entreprises de travaux publics. Nous considérerons plus tard cette mesure dans ses rapports avec les prospérités industrielles de l'Angleterre.

L'historien du Ministère démontre, par des faits, que le jeu de la caisse d'amortissement a produit le rachat réel d'une partie considérable des fonds publics.

Les commissaires pour le rachat de la dette avaient en main ( *livres sterlings* ),

Digitized by Google

| | Capital. | Intérêt. |
|---|---|---|
| En 1822, | 455,487,430 | 13,774,667. |
| En 1819, | 416,583,447 | 13,512,713. |
| Acquisition, | 38,903,983 | 261,953. |

En juillet 1822, la totalité de la dette non rachetée, était, en capital, de 766 millions sterlings; en intérêts, de 29,609,000 l. ster.

Tout en faisant honneur au Ministère britannique des moyens par lesquels il a produit ses économies les plus importantes, il faut observer que le Parlement a le mérite essentiel d'avoir contraint l'Administration de rendre ce service à la Grande-Bretagne. La chambre des Communes a souffert patiemment jusqu'en 1820 que les ministres suivissent le système de dépenses qui leur semblait le seul préférable. Mais, à cette époque, le commerce ayant pris une grande activité, les manufactures florissantes donnant à l'ouvrier des moyens d'existence, et retirant par cela même aux factions politiques l'appui dangereux d'une populace affamée, les propriétaires pensèrent qu'il était temps que le gouvernement fît quelque chose pour eux-mêmes. Comme la propriété forme la base de la représentation nationale

Digitized by Google

des trois royaumes, il fallut que le Ministère adoptât tout à coup un nouveau système d'économie. On le laissa maître des moyens, mais on lui commanda le résultat; et ce que le gouvernement déclarait impossible, il sut le faire aussitôt qu'il s'y vit obligé.

Ainsi donc, c'est à la forme excellente d'un gouvernement représentatif, c'est à la liberté de la discussion dans les chambres, c'est à la persévérance de l'opposition, c'est à la prudence et aux lumières de l'Administration, que la Grande-Bretagne est redevable du soulagement qu'elle éprouve dans ses impôts, et de l'amélioration opérée dans son crédit, l'une des bases les plus sûres de sa richesse et de sa puissance.

IV. Un des moyens les plus ingénieux découverts par le Ministère pour les dépenses publiques, sans réduire au-delà d'une juste mesure le personnel et le matériel des administrations et des services publics, c'est la *transformation des pensions viagères en annuités de quarante-cinq ans*. Ce travail s'est fait de la manière la plus éclairée.

Le chancelier de l'Echiquier a chargé l'un des hommes les plus habiles dans les calculs de

Digitized by Google

ce genre (1), de déterminer mathématiquement, et d'après les données de l'expérience, la probabilité des extinctions des pensions publiques; et, par suite, les sommes probables que le gouvernement aurait à payer chaque année, jusqu'à l'extinction totale de cette charge. Alors, par un autre calcul, on a vu quelle somme il faudrait payer par égales parties durant quarante-cinq ans, à chaque pensionnaire ou à ses héritiers, pour représenter une valeur réelle égale à la pension viagère. On a trouvé que le quarante-cinquième de toutes les pensions, ainsi modifiées, présentait un total annuel de 2,800,000 livres sterlings.

On a donc substitué ce mode de paiement à celui des pensions viagères qui demandent dès à présent 5 millions de livres sterlings (2).

(1) M. Finlaison s'est livré, pour atteindre ce but, à des calculs d'une immense étendue, exécutés par des méthodes sûres, avec une extrême précision. M. Finlaison est parvenu à des résultats qui ajoutent à nos connaissances mathématiques sur la théorie de la population; il publiera quelque jour ses importants travaux sur cette matière.

(2) En 1792, la totalité des pensions de la marine, de l'armée, etc., n'excédait pas 650,000 liv. sterl.

Digitized by Google

Cette opération ne pouvait être faite avec équité, pour les particuliers et pour le gouvernement, qu'avec le secours d'une arithmétique politique déjà très perfectionnée. Elle fait beaucoup d'honneur aux lumières de l'Administration britannique. Elle suffira pour consacrer avec distinction le souvenir de l'administration de M. Vansittart.

Nous pourrions, en France, entreprendre une opération pareille. Plusieurs de nos mathématiciens les plus distingués ont fait, de la théorie des probabilités, une étude approfondie (1) ; ils ont reculé bien loin les limites de cette science. Je ne doute pas, si l'Administration française les consultait à ce sujet, qu'ils ne lui suggérassent des moyens précieux pour le trésor public et pour l'intérêt des citoyens.

V. Au moyen des économies produites par la réduction de l'intérêt de certains fonds publics,

---

(1) M. de Laplace, auteur du grand et profond ouvrage intitulé *Théorie des Probabilités;* M. Fourier, qui, pour la statistique du département de la Seine, a fait des recherches importantes sur les lois de la population; M. Duvillard, auteur d'ouvrages estimés, sur la même matière; MM. Navier, Berthevin, etc.

Digitized by Google

ramenés de 5 à 4 pour cent, et par la transformation des pensions viagères en annuités à 45 ans de durée, le gouvernement s'est trouvé maître de 3,300,000 liv. sterl. Il s'en est servi pour diminuer plusieurs taxes. Il a donné la préférence aux impôts directs, c'est-à-dire, à ceux qui tombent immédiatement sur le propriétaire, et qui sont sentis par lui avec bien plus de force que les impôts répartis sur les consommateurs, dont il fait lui-même partie.

Depuis la paix, le Ministère a toujours assuré que la détresse éprouvée par l'agriculture ne provenait nullement ( *in no way* ) de l'excès des taxes. L'opposition prétendait le contraire, avec tous les économistes.

Certains faits ont semblé soutenir l'opinion du Ministère.

L'opposition affirmait que l'impôt sur la drêche avait diminué la consommation de la bière. L'Administration prouva, par les comptes authentiques de l'*excise*, que la drêche consommée en

| 1819, | 1821, | 1822, |
|---|---|---|

Était de 22,346,259; 28,697,057; 30,000,000 *quarters* et plus.

Digitized by Google

Or c'est en 1820 que fut augmentée la taxe sur la drêche. Il existait donc d'autres causes plus puissantes, qui empêchèrent cette surcharge d'impôt de produire son effet naturel. C'est à l'action de ces nouvelles causes que le Ministère attribuait toute la détresse de l'agriculture.

Nous ne suivrons pas l'examen fastidieux des diverses espèces de taxes que l'Administration britannique a dû réduire. Nous nous contenterons de rapporter cette phrase précieuse pour les gouvernements qui veulent se réserver des moyens de ne jamais céder aux réclamations ni aux raisonnements d'une opposition, quelle qu'elle soit :

« Les ministres de Sa Majesté, dit leur historien, ont encore à se lamenter sur ce que la suppression d'un impôt, lorsqu'on la demande *en criant* (clamorously), n'est pas la voie qui convient pour apaiser le mécontentement, et pour réduire la plainte au silence. »

Est-ce qu'un moyen plus efficace serait de refuser la réduction d'un impôt onéreux, parce que l'excès de la charge supportée par la société, fait jeter les *hauts cris*, pour en obtenir la suppression ?

Digitized by Google

Que de révolutions, que de guerres civiles, ou de dissensions fatales, n'ont pas eu d'autre origine que cette absurde obstination !

L'Angleterre a perdu ses treize colonies du nord de l'Amérique pour avoir suivi la maxime que les ministres actuels regardent comme une vérité fondamentale. Les Américains demandaient, *en criant*, moins d'impôts sur du sucre, du poivre et du café. On rejeta leurs plaintes, *parce qu'ils criaient*; et ils se sont tus; et ils ont pris des armes; et le drapeau de l'indépendance a flotté pour jamais sur les rivages de Boston, de New-Yorck et de Washington.

Que des leçons si grandes et si récentes soient perdues pour le ministère même qui les a reçues, il faut l'en plaindre; mais du moins qu'elles ne soient jamais perdues pour les ministres auxquels sont ou seront confiés les destins et le bonheur de notre belle patrie.

Je passe sous silence le récit d'une longue discussion de M. Brougham avec le Ministère; et je m'arrête à l'exposition pleine d'intérêt du système et de l'effet des impôts en Angleterre.

En 1823, le montant des impôts de l'Angleterre est triple du montant des impôts en 1792.

La moindre partie des contributions est payée

Digitized by Google

par les propriétaires, pour leurs propriétés. Le reste l'est par les consommateurs, par les manufactures, par le commerce, etc. Or l'industrie et le commerce se sont prodigieusement accrus depuis trente années.

En 1786, 1787 et 1788, la valeur moyenne des importations était de treize millions sterlings seulement.

En 1819, 1820, 1821, cette valeur s'élève à quarante millions sterlings.

| Années. | Import. | Export. | Totaux. |
|---|---|---|---|
| 1786, 1787, 1788, | 13 mill. st. | 17 mill. st. | 30 mill. st. |
| 1819, 1820, 1821, | 40 *id.* | 36 *id.* | 76 *id.* |

Les comptes de l'*excise* pourraient servir à prouver que le capital consacré au commerce intérieur ne s'est pas accru dans une moindre proportion.

Aujourd'hui même, et malgré les grandes réductions opérées depuis la paix dans la valeur des produits, on estime que la totalité des revenus agricoles se trouve encore d'un tiers supérieure à ce qu'elle était en 1792.

Des 55 à 56 millions sterlings qu'il faut lever pour solder les dépenses de l'Administration et l'intérêt de la dette :

Digitized by Google

10 millions sont fournis par la douane ;
6 par le timbre ;
1 $\frac{1}{2}$ par la poste aux lettres ;
7 $\frac{1}{2}$ par les *assessed taxes*.

Total, 25 millions de taxes, qui ne peuvent, en aucune manière, porter un préjudice spécial au propriétaire foncier : les deux tiers de cette somme n'affectent pas même le fermier.

Les 30 millions qui restent à trouver sont payés par l'excise. Or, sur ces 30 millions, il n'y en a que 10 qui puissent avoir quelque influence sur les charges de l'agriculture.

Enfin, l'impôt foncier ne s'élève qu'à 1,400,000 livres sterlings, c'est-à-dire *au quarantième* de la totalité des contributions.

## VI. *Mesures propres à favoriser la circulation monétaire indispensable au commerce.*

La France n'ayant pas de papier-monnaie, ces mesures ne sauraient être pour nous d'un intérêt immédiat aussi grand que pour les Anglais. Elles sont néanmoins dignes d'être connues, parce qu'elles nous dévoilent un des moyens les plus efficaces de la fortune et de la force acquises par nos rivaux.



Digitized by Google

Telles ont été les mesures prises en 1822 :

1°. La loi qui continue l'émission des petits billets des banques provinciales jusqu'en 1833.

2°. La loi qui autorise l'établissement des banques à fonds collectifs.

3°. La mise en circulation de 2,600,000 liv. st. (56,300,000 francs) payées aux créanciers de l'Etat qui n'ont pas voulu consentir à voir réduit, de cinq à quatre pour cent, l'intérêt des fonds qu'ils avaient placés sur l'Etat.

4°. La diminution du taux général de l'intérêt, en faisant que la banque d'Angleterre réduise ses escomptes de cinq à quatre pour cent.

Les circonstances critiques de la première guerre entre l'Angleterre et la République française, avaient obligé le gouvernement britannique à suspendre les paiements monétaires de la banque. C'était donner forcément aux trois royaumes l'usage presque exclusif d'un papier-monnaie. Lors du retour de la dernière paix, un désir général fut exprimé de voir la banque reprendre ses paiements en espèces, à la volonté des créanciers. Mais cette mesure était pleine de difficultés. Il fallait créer une immense quantité de monnaie. Il fallait obvier

Digitized by Google

à tout changement brusque dans le prix général des objets. Or, ce changement semblait devoir être la conséquence immédiate d'une reprise subite des paiements monétaires. Il pouvait amener les dérangements les plus désastreux dans les rapports établis de bonne foi entre les créanciers et les débiteurs de toutes les classes, entre l'Etat même et ses propres créanciers.

Par degrés, la banque d'Angleterre restreignit l'émission de ses billets, pour se rapprocher ainsi des moyens de remboursement qui seraient en sa puissance, au jour où devraient être repris les paiements monétaires, selon la volonté du créancier.

La publicité de cette émission restreinte, la probité manifestée dans les vues et dans les moyens d'opération de la banque, le parallèle évident des ressources et des engagements de cette grande institution; tout se réunit pour commander la confiance générale, et pour empêcher qu'à l'instant même où fut repris le paiement en espèces, il se présentât, afin d'obtenir de semblables paiements, un nombre extraordinaire de créanciers poussés par la peur.

En même temps, le gouvernement britan-



Digitized by Google

nique avait fait frapper une quantité très considérable de monnaies nouvelles, qu'il échangeait, sans réclamer aucune indemnité, contre toutes les anciennes monnaies que l'usé avait réduites beaucoup au-dessous de leur valeur nominale. Cette opération, aussi juste qu'éclairée, a fait supporter, par la masse de la nation, la perte inévitable que produit l'usage même des monnaies métalliques. Un tel sacrifice était en même temps plus juste et plus avantageux pour la nation que l'acte arbitraire qui aurait fait supporter la perte totale, par le dernier détenteur de chaque pièce de monnaie, au détriment de sa fortune privée, et de sa confiance dans la loyauté nationale.

L'historien du Ministère britannique entre dans une longue discussion pour démontrer que la baisse soudaine et considérable qui s'est opérée dans le prix des produits de l'agriculture et des manufactures, ne doit pas être attribuée à la réduction subite dans la quantité des espèces monétaires ou autres, mises en circulation.

Au sujet de la baisse des prix, cet auteur cite les faits suivants, qu'il attribue au progrès de l'agriculture, ou du moins à l'abondance de la récolte, durant les dernières années.

Digitized by Google

Il est arrivé pour être vendus dans le port de Londres,

| En 1819, | En 1820, | En 1821, | En 1822, |
|---|---|---|---|
| 300,416; | 400,000; | 500,000; | 550,000 *quarters* de blé. |

Dans les grands marchés de la Province, surtout dans les comtés du sud et du nord-est, on a remarqué la même surabondance. Elle suffit pour expliquer l'abaissement considérable du prix des produits agricoles, suivant les valeurs moyennes que nous allons rapporter :

*Prix du quarter de froment*

| En 1819, | En 1820, | En 1821, | En 1822. |
|---|---|---|---|
| 73, | 65, | 45, | 40 schellings. |

Nous citerons maintenant des faits très remarquables, sur la quantité de papier-monnaie mis en circulation depuis quelques années.

*Banque d'Angleterre*

| En 1814, | En 1817, | En 1818, | En 1819, |
|---|---|---|---|
| 26,901,000, | 30,920,360, | 26,650,610, | 24,610,680 liv. sterl. |

Or 1817 fut une des années les plus malheureuses pour le peuple, pour le commerce, pour l'industrie et pour le revenu public.

Passons au papier des banques provinciales : la valeur de ce papier en circulation, durant

Digitized by Google

| | 1814, | 1815, | 1816, |
|---|---|---|---|
| Fut de | 22,709,000; | 19,000,000; | 15,096,000; |
| Totaux : (1) | 49,610,000; | 45,897,000; | 41,670,000; |

| | 1817, | 1818, | 1819, |
|---|---|---|---|
| Fut de | 14,000,000; | 21,000,000; | 21,000,000. |
| Totaux : (1) | 44,000,000; | 47,727,000; | 45,000,000. |

Il faut à présent évaluer l'émission des espèces monétaires. On estime qu'avant 1797, époque où l'on suspendit les paiements en espèces, à la banque de Londres, la monnaie d'or en circulation montait à 25 millions sterlings. Il y avait alors en circulation 10 $\frac{1}{2}$ millions sterlings de billets de la banque d'Angleterre; le total des billets des autres banques montait à 7 millions sterlings. Par conséquent, avant 1797, la quantité totale de papiers et d'espèces monétaires était de 42,500,000 liv. sterl., valeur qui n'est inférieure à l'émission totale des billets de banque, au moment de leur plus grande abondance, que de 5 $\frac{1}{2}$ millions sterlings.

Voyons maintenant quelles sont les valeurs monétaires en circulation, depuis ces dernières années.

---

(1) En y comprenant la valeur des billets de la banque de Londres.

Digitized by Google

On a frappé à la monnaie, et mis dans la circulation, en 1817, . . . 4,275,337 liv. sterl.
1818, . . . 2,862,373
1819, . . . 3,574
1820, . . . 949,516
1821, . . . 9,520,758
1822, . . . 4,796,087

ce qui présente un total d'environ 22,500,000 livres sterlings en pièces d'or; il faut ajouter à ce total à peu près sept millions et demi de monnaies d'argent, frappées depuis 1816. Il y a donc eu pour trente millions sterlings d'espèces monétaires frappées et livrées à la circulation, dans l'espace de cinq années.

Qu'on ajoute à cette somme immense la valeur totale des guinées frappées en 1813; puis le dépôt considérable de lingots d'or et d'argent, amassés à la monnaie, et prêts à servir sur la demande du public; qu'on ajoute la partie du trésor de la banque, qui est restée en lingots; alors, on pourra se former une idée des valeurs métalliques destinées à subvenir aux besoins du commerce et de la société.

Sans doute, depuis que la banque d'Angleterre a repris ses paiements en espèces, elle a réduit l'émission de ses billets, dont la totalité

Digitized by Google

varie, maintenant, de seize à vingt millions sterlings. Au mois de février 1822, les émissions de la banque s'étaient élevées à dix-neuf millions en papier, et huit millions en or. Les émissions sont devenues beaucoup plus considérables pour le second semestre de 1822, lorsque la banque eut réduit ses escomptes de cinq à quatre pour cent, au grand avantage du commerce.

Une autre mesure de la banque, très favorable au commerce, c'est d'avoir déclaré qu'au lieu de limiter ses escomptes à des billets portant deux mois d'échéance, elle escompterait des billets portant trois mois d'échéance; c'est aussi d'avoir déclaré qu'elle ferait passer, sans exiger aucuns frais pour sa commission, de la capitale dans les provinces, toute somme qui surpasserait 3,000 livres sterlings.

Relativement aux billets des banques provinciales, voici, d'après les données approximatives fournies par l'Administration du timbre, quelle fut l'émission des billets dont le titre ne dépassait pas une guinée (de 10 octobre en 10 octobre), avant et après l'époque où le bill relatif à la reprise des paiements en espèces eut été rendu loi de l'Etat :

Digitized by Google

| Années. | Valeurs en liv. sterl. |
|---|---|
| 1816, | 2,181,938. |
| 1817, | 2,953,920. |
| 1818, | 3,875,715. |
| Total. | 9,011,573. |
| Valeur moyenne annuelle. | 3,003,858. |

*Valeur totale des billets de banques provinciales, au-dessus et au-dessous d'une guinée.*

| Années. | Valeurs en liv. sterl. |
|---|---|
| 1819, | 2,160,293. |
| 1820, | 1,612,614. |
| 1821, | 2,031,287. |
| Total. | 5,864,194. |
| Valeur moyenne annuelle. | 1,934,731. |

On a calculé que l'émission moyenne des billets de banques provinciales, pour 1819, 1820, 1821, était de 11,444,667 livres sterlings. Il faut ajouter à cette émission, 3 à 4 millions d'or ou d'argent qui sont tenus dans une circulation perpétuelle, pour payer les salaires et la main-d'œuvre dans les districts de Manchester et de Liverpool, dans les comtés de Lancaster et de Chester, et dans les grandes villes

Digitized by Google

du nord-ouest de l'Angleterre, où l'on paie constamment en valeur métallique toutes les sommes au-dessous de 5 livres sterlings. Enfin, si nous ajoutons les petits billets non timbrés, émis par les trois grandes banques de l'Ecosse (*chartered banks*), nous aurons en total pour les valeurs qui maintenant se trouvent en circulation, quarante-trois millions sterlings, et dix millions en monnaies d'or, déposés dans les caisses privées ou dans les coffres de la banque, pour suffire aux besoins des opérations financières et commerciales.

C'est environ dix pour cent de moins qu'en 1814, année du maximum de la circulation; et quatre pour cent, seulement, de moins que la valeur moyenne en circulation, avant la reprise du paiement en espèces.

Tels sont les calculs sur lesquels s'est fondé le Ministère britannique pour penser que la baisse générale des prix ne dépendait que fort peu de la diminution des espèces en circulation.

Voici d'ailleurs quelles étaient les causes qui, durant la guerre, devaient élever le prix de toutes choses au-dessus de son taux naturel: l'étendue toujours croissante des besoins et des dépenses du gouvernement, l'augmentation de

Digitized by Google

la dette publique et des mouvements de fonds qu'elle occasionne ; un marché rétréci par les prohibitions respectives des parties belligérantes ; un dégât considérable de marchandises prises ou perdues, par les effets de la guerre, etc. C'est ainsi qu'en vingt-trois ans de combats, 800 millions sterlings, c'est-à-dire plus de 20 milliards de francs, employés en dépenses extraordinaires, ont été jetés dans le marché général de la nation britannique. Ces sommes immenses ont créé de nouveaux moyens de dépenses pour une foule de consommateurs. Après la destruction des marines de France, d'Espagne et de Hollande ; après le transfert du capital et du commerce des Bataves, en Angleterre, cette dernière puissance acquit la fourniture exclusive des marchandises coloniales, dans toute l'Europe. Elle acquit pareillement le domaine exclusif de beaucoup d'autres branches de commerce, lesquelles jusqu'alors appartenaient au crédit et à la clientelle des négociants émigrés, français, espagnols ou hollandais.

Au retour de la paix, ces causes multipliées ayant cessé, pour la plupart, les prix ont dû se rapprocher de leur taux primitif.

Ajoutons qu'au retour de la paix, une foule

Digitized by Google

de capitaux particuliers sont devenus tout à coup improductifs, et qu'il a fallu des efforts plus ou moins longs, plus ou moins imparfaits, pour les rendre de nouveau productifs. Tels étaient les capitaux consacrés à l'approvisionnement et à la fabrication de tous les objets nécessaires à l'équipement, à l'armement, à la nourriture d'un million d'hommes sous les armes; à la construction, à l'armement, et à l'entretien d'un nombre immense de places fortes, de bâtiments de guerre et de transport.

Venons maintenant à la mesure d'exception, en faveur des banques provinciales, pour continuer l'émission de leurs petits billets jusqu'en 1833. Le gouvernement justifie cette mesure en se fondant sur cette observation, que les petits billets forment la plus grande partie des valeurs mises en circulation par les banques provinciales; et qu'une loi qui les prohiberait serait équivalente à la prohibition même de ces banques. Ce serait faire un tort capital à la circulation monétaire, dans plusieurs provinces manufacturières.

On avait proposé, pour favoriser les banques provinciales, qu'elles ne fussent pas obligées de payer leurs billets en espèces. Les ministres y

Digitized by Google

consentirent; mais se voyant eux-mêmes accusés de se mêler ainsi des paiements effectués par ces banques, ils retirèrent aussitôt leur assentiment : unanimes, dit leur historien, dans la pensée que la foi publique et le bien général exigeaient la reprise du paiement en espèces, à la volonté de tout possesseur de billets, et que le papier-monnaie ne serait jamais établi sur une base sûre et solide, tant qu'on n'aurait pas rétabli, dans son entier, ce remède naturel contre d'excessives émissions de papier.

La quatrième mesure adoptée pour donner une activité nouvelle à la circulation, fut celle de prêter 2 millions sterlings en billets de l'Echiquier, pour l'exécution des travaux publics, par des associations particulières. Le Ministère britannique regarde l'utilité et même la nécessité d'une pareille mesure, comme une chose universellement reconnue dans la Grande-Bretagne. Il est notoire, dit l'historien de l'Administration, que la réduction des dépenses publiques a privé de travail un grand nombre d'hommes. L'agriculture et les manufactures, dans leur situation actuelle, sont hors d'état de mettre en activité ce surcroît de travailleurs. Le gouvernement ne peut soulager la détresse des

Digitized by Google

ouvriers oisifs qu'en aidant à leur procurer de l'emploi, par l'entreprise des travaux d'utilité publique. Si le gouvernement ne peut plus donner, il peut encore prêter. Il peut, sans perte, prêter de plus grandes sommes, soit avec de plus longs termes, soit à moindre intérêt, que des particuliers ; parce qu'il peut emprunter lui-même à meilleures conditions, en faisant valoir la supériorité et l'étendue de son crédit.

Les prêts qui sont faits en billets de l'Échiquier présentent aux citoyens toute espèce d'avantages. Ils sont immédiatement échangeables sur la place et dans toutes les banques de l'Empire, pour leur valeur monétaire *au moins*. Ce sont des lettres de change données par le gouvernement et payables à jour fixe. Par conséquent deux millions sterlings en billets de l'Échiquier, prêtés aux particuliers, sont en réalité 2 millions sterlings ajoutés aux valeurs monétaires jetées dans la circulation ; puisque les billets de l'Échiquier sont achetés, puisqu'ils sont escomptés par les capitalistes, et leur montant employé, comme un capital flottant, par les citoyens engagés dans l'exécution des travaux d'utilité publique.

Quelle immense différence entre le système

Digitized by Google

que suivent, à l'égard de ces travaux, l'Administration britannique et l'Administration française!

La première *prête* à *trois* pour cent aux habitants, afin qu'ils exécutent eux-mêmes et par association les travaux qui seront utiles à la société.

La seconde *emprunte* aux habitants, à *six*, à *sept*, et à *sept et demi* pour cent, afin d'exécuter par elle-même les travaux qu'elle juge devoir être utiles aux habitants.

J'ose dire que le mode suivi par la première Administration, est le plus avantageux. Et je m'appuie sur les autorités les plus imposantes, dans les partis les plus divergents; sur les discours de MM. de Villèle et de la Bourdonnaie, Foy et Girardin; sur les écrits administratifs de MM. Fiévée et de Laborde; sur les ouvrages techniques de MM. Huerne de Pommeuse, Cordier et Dutens. Tous s'accordent sur l'utilité des travaux publics, nécessaires aux citoyens, exécutés par les citoyens mêmes.

Sans doute, des causes momentanées, des circonstances particulières peuvent avoir exigé, de l'Administration française, l'adoption de la mesure onéreuse d'exécuter elle-même des travaux d'utilité publique, avec des emprunts faits

Digitized by Google

aux particuliers. Nous sommes loin d'élever aucun doute à cet égard. Mais nous formons et nous exprimons fortement notre vœu pour que la bonne fortune de la France prévienne à jamais le retour de semblables circonstances et de semblables causes. C'est ici l'avantage matériel et positif de tous les Français, quelles que soient les nuances de leurs opinions, et les diversités de leur position sociale.

Je ne veux point à présent m'appesantir davantage sur un semblable sujet. En décrivant les travaux civils de la Grande-Bretagne, et le mode de leur exécution, je ferai voir, dans le plus grand détail, quel est le mode de leur entreprise et de leur administration.

Nous trouverons dans la grandeur et dans l'excellence des résultats obtenus chez un peuple rival, un stimulant énergique pour obtenir nous-mêmes de plus grands, de plus beaux résultats, en nous replaçant au premier rang sur la voie des perfectionnements, et dans la gestion, et dans l'exécution de tous les travaux qui sont d'une utilité générale pour le commerce, pour l'industrie, pour l'agriculture et pour la navigation.

Digitized by Google

# CHAPITRE II.

## RESSOURCES NATIONALES.

### *Commerce extérieur.*

L'historien du Ministère place le commerce à la tête des ressources nationales, non pas pourtant qu'il veuille exprimer par là que le commerce est la principale ressource de l'Angleterre, mais seulement parce qu'il est au rang des plus importantes.

On peut envisager le commerce extérieur d'un Etat sous deux points de vue très distincts : d'abord, en calculant la valeur spéciale des échanges, pour chaque produit dont on trafique ; ensuite, sans distinguer la nature des objets du commerce, en calculant la valeur totale des échanges opérés avec les diverses contrées, nation par nation.

En appliquant le premier mode d'examen



Digitized by Google

au commerce britannique, il faut ranger en trois classes principales les objets échangés.

1°. Les matières premières importées pour les manufactures britanniques ; 2°. les matières exportées; 3.° les objets importés pour la consommation journalière des habitants.

D'après le second mode d'examen, les principales divisions du commerce britannique se rapporteront : à la Russie et au nord de l'Europe ; à la Germanie, y compris la Prusse et la Hollande; à la France, à l'Espagne, au Portugal, y compris le Brésil ; aux Indes orientales et à la Chine; aux places situées à l'est du Cap de Bonne-Espérance; aux Etats-Unis; enfin aux Colonies britanniques du sud et du nord de l'Amérique.

Quelle que soit la méthode qu'on adopte, on trouvera que le commerce extérieur de l'Angleterre s'est beaucoup augmenté, et qu'il s'agrandit régulièrement, par mois et par année.

Cet accroissement du commerce est nécessaire à l'accroissement de la richesse nationale; il est inséparable de l'énergie et de l'activité d'une circulation, qui donne des ressources au travail, et procure des fonds à l'industrie productive, dans toutes les classes de la société. Ils connais-

Digitized by Google

sent bien peu, dit avec une raison pleine d'éloquence l'homme d'Etat qui nous fournit ces belles considérations; ils connaissent bien peu la nature véritable et les effets nécessaires du commerce, ceux qui en considèrent les résultats comme un objet indifférent pour tout autre que pour le marchand. C'est uniquement par un commerce actif que la circulation des espèces monétaires peut être rendue de plus en plus rapide, et telle qu'elle accroisse la demande des produits de l'agriculture, et favorise leur vente à haut prix. Vainement un Etat possède une population déjà nombreuse et toujours croissante, si l'on ne fournit pas à cette population les moyens de subvenir à l'achat des objets nécessaires à son existence, nécessaires à son bien-être. Or la masse d'un peuple ne peut être ainsi fournie de tout ce qu'il faut pour son existence, et pour son existence heureuse, à moins que l'état du commerce ne soit florissant. Par conséquent la prospérité du commerce est d'une égale importance pour la classe des propriétaires fonciers et pour la classe des marchands; elle seule peut répondre aux espérances du fermier et de son maître, pour donner de la valeur à leurs produits. Sans doute, l'accrois-



Digitized by Google

sement annuel de la population suffirait bientôt pour consommer le produit annuel du sol le plus fertile, si tous les habitants possédaient les moyens de se pourvoir d'une abondante nourriture. Mais c'est uniquement par un commerce actif que la masse de nos ouvriers (ajoute l'historien du Ministère britannique), qui maintenant s'augmente avec la population, peut recevoir les moyens de suffire à sa propre consommation. Plus croîtra notre commerce, plus aussi croîtra notre demande de travail, plus nous emploierons d'ouvriers; plus alors, au marché public, augmentera la demande des objets nécessaires à la vie, et l'espèce de demandes qui seule peut élever les prix : les demandes qui sont faites par le grand nombre des hommes.

L'Irlande offre, en ce moment, un exemple déplorable de l'état où peut se trouver un pays dont la population est très nombreuse, la terre très fertile et les produits très abondants, lorsque l'industrie et le commerce ne marchent point du même pas que la population et que l'agriculture. En Irlande, on voit à la fois trop de bouches et trop de vivres. La population surpasse de beaucoup la demande du travail, ce qui laisse dans la misère un nombre im-

Digitized by Google

mense de familles ; et comme ces familles n'ont pas assez pour acheter des vivres, quelque abondants qu'ils soient, les fermiers sont dans l'indigence, les maîtres dans la détresse, et les pauvres dans la disette.

Telle est donc l'importance du commerce qui donne le mouvement à l'industrie, et tend la main à l'agriculture, pour la servir également dans les années de disette et dans les années d'abondance.

En Angleterre, ainsi qu'en France, les écrivains qui s'occupent des diverses branches de la prospérité publique, entraînés trop souvent par des passions dominantes, se jettent dans des assertions erronées et disparates. Les uns regardent le commerce extérieur comme sans importance, en comparaison des sources premières de la richesse nationale. D'autres le placent avant toute autre branche d'industrie. Mais ils prétendent en même temps que ce commerce, en Angleterre, est déchu de sa splendeur, depuis qu'il a perdu le monopole de l'univers. Ils attribuent à cette décadence imaginaire, toutes les souffrances des diverses classes du peuple britannique. Le simple exposé des faits suffit pour préserver notre jugement de ces extrêmes erreurs.

Digitized by Google

Voici ce qui résulte des comptes soumis par le Ministère, au Parlement de la Grande-Bretagne, d'après les bases officielles adoptées dans l'administration des douanes.

*Valeur moyenne des exportations annuelles.*

| | | |
|---|---|---|
| 1°. Pour neuf ann. de guerre : | 1793 à 1802.... | 30,760,000 l. st. |
| 2°. Pour dix ann. de guerre : | 1802 à 1812.... | 42,145,000 |
| 3°. Pour sept années de paix : | 1815 à 1822.... | 53,932,000 |

Ainsi la prospérité du commerce britannique s'est accrue durant la première guerre, durant la seconde, et depuis la dernière paix, suivant une marche régulière. Par conséquent, ni la paix ni la guerre n'étaient au nombre des causes qui, depuis trente années, pouvaient arrêter le cours de cette prospérité.

Depuis la paix, il est vrai, l'Angleterre a perdu le monopole de plusieurs genres de commerce. Elle n'est plus l'entrepôt et le marché général des produits coloniaux. Beaucoup de provinces russes et germaniques s'approvisionnent elles-mêmes, et directement, en objets bruts ou manufacturés que, durant la guerre, elles tiraient presque entièrement de l'Angleterre. Malgré ces pertes réelles, les compensations ont été si grandes, que le commerce total de l'empire britan-

Digitized by Google

nique, loin de diminuer, s'est accru dans une proportion qui surpasse toutes les espérances.

Examinons quels genres de produits ont procuré ce grand accroissement du trafic de l'Angleterre.

Les importations de ce royaume consistent principalement en matières premières, pour le travail de ses manufactures. Or le lin, le chanvre, la laine, la soie brute ou filée, et le coton, tous ces objets principaux ont été demandés à l'étranger dans une proportion toujours croissante.

On peut s'en convaincre par le tableau suivant, qui fait connaître la valeur officielle de l'importation de ces matières,

| Pour | 1820, | 1821, | 1822, |
|---|---|---|---|
| Lin..... | 763,478 | 1,013,147 | 1,250,000 l. st. |
| Soie brute.... | 621,384 | 935,000 | 1,000,000 |
| Soie filée.... | 345,175 | 398,547 | 406,807 |
| Coton brut... | 5,000,000 | Un peu moins. | Un peu plus. |
| Laine fine.... | 375,494 | 671,754 | Beaucoup plus. |

Arrêtons-nous sur ce premier tableau. Quoique les trois royaumes, et surtout l'Irlande, récoltent beaucoup de lin, néanmoins ils en achètent pour 25 à 28 millions de francs : tant est grande leur consommation intérieure, et leur vente à l'étranger, des toiles fabriquées avec cette matière première.

Digitized by Google

La soie présente un résultat bien plus étonnant encore. En 1820, les fabriques de soieries anglaises n'employaient que pour 25 millions de francs de soies brutes ou filées; en 1822, il leur en a fallu pour 36 millions de francs.

L'Angleterre met en œuvre pour 128 millions de francs de coton brut.

Quelle prospérité d'industrie indiquée par quelques chiffres du commerce!

Les produits coloniaux destinés à la consommation journalière présentent des résultats non moins remarquables. Voici la valeur officielle des importations de ce genre :

| Pour | 1820, | 1821, | 1822, |
|---|---|---|---|
| Sucre..... | » | 5,552,768 | 5,738,737 l. st. |
| Rhum..... | » | 617,245 | 620,481 |
| Thé..... | 2,375,000 | 3,014,000 | 3,073,110 |

Les exportations offrent également la preuve d'une grande prospérité. Elles consistent, pour la plupart, en objets manufacturés : cotons, lainages, toiles, soieries, quincaillerie, coutellerie, fer, acier, cuivre et bronze, glaces, poteries, sucre raffiné, etc. Toutes ces branches de commerce, sans une seule exception, se trouvent dans l'état le plus florissant.

Digitized by Google

*Valeur officielle des exportations.*

| | 1820, | 1821, | 1822, |
|---|---|---|---|
| Cotons œuvrés.... | 16,600,000 | 20,500,000 | 21,639,000 l. st. |
| Lainages..... | » | 4,300,000 | 5,500,000 |
| Toiles..... | 1,547,000 | 1,935,000 | 2,300,000 |
| Soieries..... | » | 118,000 | 136,000 |
| Aciers et fers..... | 960,000 | 1,025,000 | 1,059,000 |
| Sucres raffinés.... | 1,400,000 | 1,800,000 | 1,700,000 |
| Valeur des exportations de toute espece d'objets de fabrique anglaise... | 32,923,00 | 37,818,000 | 40,194,000 |

Ainsi, le commerce britannique s'est accru de telle sorte, qu'en 1822, l'Angleterre a vendu chez l'étranger, des seuls objets de ses fabriques, pour *cent quatre-vingt-cinq* millions de francs de plus qu'en 1820.

Qui le croirait ! le seul accroissement pour deux années, du débit à l'étranger des produits manufacturés de la Grande-Bretagne, surpasse la totalité des ventes faites à l'étranger par les manufactures de France. Que de pas n'avons-nous point à faire, pour nous élever au rang commercial où nous appellent le génie de nos fabricants, et la beauté de notre sol !

Il faut maintenant considérer le commerce de l'Angleterre avec chaque nation...

Digitized by Google

### 1°. Avec la *Russie*.

| | 1820, | 1821. | |
|---|---|---|---|
| Importations..... | 2,483,000 | 2,500,000 | l. st. |
| Export. manuf. brit..... | 1,600,000 | 2,500,000 | |

### 2°. Avec les *États-Unis*.

| | 1820, | 1821, | 1822, | |
|---|---|---|---|---|
| Importat... | 2,600,000 | 3,600,000 | » | l. st. |
| Exportat... | » | 3,800,000 | 5,000,000 | |

Les comptes officiels du gouvernement américain, publiés durant l'automne de 1822, font voir que la valeur totale des objets importés dans les Etats de l'Union, s'élève à 62,585,784 *dollars*. Sur cette somme les objets britanniques comptent pour. . . . . 30,000,000, dont. . . . . 25,000,000 pour valeur d'objets tirés de la Grande-Bretagne et de Gibraltar.

La totalité des objets tirés de la France et portés aux Etats-Unis, est évaluée à 5,900,581 dollars.

### 3°. *Germanie*, y compris la *Prusse*, la *Hollande*, etc.

| | 1820, | 1821. | |
|---|---|---|---|
| Importations..... | 1,951,753 | 2,015,000 | l. st. |
| Exportations..... | 6,957,490 | 9,144,563 | |

Digitized by Google

### 4°. Les *Grandes-Indes* et la *Chine*.

| | 1820, | 1821. | |
|---|---|---|---|
| Importat. en Angleterre... | 7,537,000 | 7,562,000 | l. st. |
| Exportations..... | 1,998,000 | 2,978,000 | |

### 5°. Le *Brésil*.

| | 1820, | 1821. | |
|---|---|---|---|
| Importations..... | 952,000 | 1,294,000 | l. st. |
| Exportations..... | 1,864,000 | 2,232,000 | |

Tels sont les exemples d'accroissement du commerce extérieur avec diverses nations, que l'historien du Ministère se borne à rapporter.

Il cite encore l'état prospère de ce commerce avec les nouveaux Etats du sud de l'Amérique.

La valeur totale des produits britanniques importés dans ces Etats, s'est élevée,

| | | | |
|---|---|---|---|
| pour | 1820, | 1821, | |
| à | 408,745 | 885,986. | l. st. |

Dès que les comptes commerciaux de 1822 seront achevés, le gouvernement anglais a la certitude qu'on apprendra qu'une quantité beaucoup plus grande encore de marchandises anglaises a été vendue dans le sud de l'Amérique, durant le cours de cette année.

Digitized by Google

# CHAPITRE III.

## *Navigation.*

Le commerce extérieur ne saurait prospérer sans que la navigation, considérée comme art et comme branche d'industrie, ne prospère elle-même. Cette branche d'industrie fut une de celles qui, dans les premières années, souffrirent le plus du passage subit de l'état de guerre à l'état de paix.

L'immensité des entreprises militaires de la Grande-Bretagne, dans les quatre parties du monde, exigeait un grand emploi des bâtiments de guerre et des bâtiments de commerce, pour les simples besoins de la force publique. La seule fourniture du matériel nécessaire aux armées de Portugal et d'Espagne, aux garnisons des Antilles, aux flottes de l'Atlantique et de la Méditerranée; enfin, dans les dernières années, l'entretien d'une force militaire et d'une force

Digitized by Google

navale, également imposantes, dans le nord de l'Amérique; tous ces approvisionnements, toutes ces entreprises étendaient prodigieusement le service des transports, et nécessitaient la construction d'une espèce de bâtiments bâtis, installés, armés pour ce genre de service, et pour résister à des corsaires.

Aussitôt après la paix, tous ces bâtiments de transport furent congédiés; il fallut leur donner dans le commerce un emploi qui suppléât à celui dont ils étaient privés.

Aujourd'hui, non-seulement ces navires ont trouvé la destination nouvelle qui pouvait leur convenir; mais la marine marchande éprouve le besoin de réparer ses pertes annuelles, et d'augmenter son effectif par des constructions neuves, de plus en plus nombreuses. Dans les trois dernières années de la guerre, où le service des transports ajoutait si fort à l'emploi des bâtiments de commerce, on n'a construit (année moyenne) que 760 navires.

Dans les trois dernières années, 1820, 1821, 1822, on a construit (année moyenne) près de 900 navires.

Quant au tonnage total des bâtiments de commerce, il s'élevait,

Digitized by Google

au temps le plus florissant de la guerre, à . . . . . 2,400,000 *ton.*
en 1819, 1820, 1821 (valeur moyenne), à . . . . . 2,600,000.

*Quantité moyenne annuelle du tonnage des bâtiments* sortis *des ports de la Grande-Bretagne*,

durant la guerre . . . . . 1,700,000 *ton.*
En 1820, 1821, 1822, . . . 2,200,000.

*Quantité moyenne annuelle du tonnage des bâtiments* entrés *dans les ports de la Grande-Bretagne*,

durant la guerre . . . . . 1,800,000 *ton.*
En 1820, 1821, 1822, . . . 2,300,000.

Et pourtant, depuis la paix, par les lois sur le commerce des grains, dont l'entrée en Angleterre se trouve anéantie, une des branches de transport les plus favorables à la navigation est pour ainsi dire supprimée. Combien donc ne faut-il pas que se soient accrues les autres branches de commerce?

On avait représenté le trafic du port de Londres comme un des plus déchus de sa splendeur, et néanmoins le nombre moyen des

Digitized by Google

entrées et des sorties annuelles dépasse de beaucoup les nombres moyens qui correspondent à l'état de guerre.

Le nombre des bâtiments entrés dans le port de Londres était (valeur moyenne)

| | |
|---|---|
| en 1813, 1814, 1815, égale à . . . | 15,450; |
| et le nombre des sorties était de . . . | 7,350. |

| | |
|---|---|
| Depuis la paix le nombre des entrées surpasse . . . . . | 16,000; |
| le nombre des sorties s'est élevé à . . | 8,500. |

Digitized by Google

## CHAPITRE IV.

### *Commerce intérieur et Manufactures.*

Le commerce intérieur présente un aspect plus satisfaisant encore que la navigation et le commerce extérieur.

Les principaux objets du commerce intérieur sont fournis par les cinq grandes espèces de manufactures particulièrement florissantes en Angleterre : lainages, cotons, toiles, soieries, quincaillerie et coutellerie.

Il règne maintenant une activité extraordinaire et un génie de perfectionnement qui s'étend à toutes les espèces de manufactures britanniques. Jamais on ne les a vues plus florissantes. Cette assertion de l'historien du Ministère anglais est pleine de vérité. Nous avons pu nous en convaincre par nos propres yeux. Un juge beaucoup meilleur que nous sur ces matières, M. Ternaux l'aîné, a visité l'Angle-

Digitized by Google

terre et l'Ecosse durant l'automne dernier, il ne pouvait se figurer que depuis un premier voyage qu'il avait entrepris lors du retour de la paix, l'industrie britannique eût fait de si vastes progrès et pris un tel développement. Ajoutons que si la France possédait beaucoup de fabricants aussi actifs, aussi habiles, aussi courageux, aussi vrais patriotes que M. Ternaux, la France, au lieu de rester en seconde ligne parmi les peuples industrieux, serait bientôt au premier rang. Appliquons-nous donc à former de tels hommes, à les favoriser, à les honorer, à leur donner tous les moyens de servir utilement et grandement la France : c'est le présent le plus précieux que nous puissions faire à notre patrie.

Si, par l'effet du retour de la paix et par le développement d'une extrême concurrence, les bénéfices et les salaires sont diminués, en Angleterre, la condition du capitaliste et de ses ouvriers s'est améliorée par des commandes plus régulières et plus sûres. La réduction du prix des objets manufacturés a beaucoup augmenté la consommation de ces objets soit à l'intérieur, soit à l'extérieur. Le peuple est plus abondamment fourni de chaque objet de nécessité, de conve-



Digitized by Google

nance et de goût. Le capitaliste obtient un bénéfice plus certain et plus uniforme, petit sur chaque article, mais tout-à-fait équivalent quant au revenu de son capital, d'après la valeur moyenne des bénéfices parmi les marchands honnêtes. En même temps, la classe ouvrière obtient pour salaire, sinon un prix de monopole, au moins cette solde juste et raisonnable que peut donner une branche d'industrie qui s'élève par degrés et avec certitude. Aussi voit-on, dans la population manufacturière, régner le bien-être et le contentement. Dans quelques branches, comme dans les soieries, on aperçoit un esprit d'entreprise, et nous dirons presque une audace d'aventure, qui bientôt donneront à l'Angleterre la prépondérance dans cette branche même de commerce, qu'on a jusqu'à ce jour regardée comme la propriété exclusive du sud de l'Europe.

*Soieries.*

Arrêtons-nous à cette pensée de l'historien du Ministère britannique. Par l'état des importations dont nous avons cité les principaux résultats, nous avons vu que, dans la seule année 1822, les Anglais avaient tiré de l'étranger pour 36 millions de francs de soie brute ou

Digitized by Google

tordue, afin de la convertir en étoffes. Les Anglais menacent d'une ruine imminente l'un des genres les plus brillants, les plus lucratifs et les plus importants de notre industrie nationale. Par la supériorité de son commerce et de sa navigation, l'Angleterre cherche, dans toutes les parties du monde, les matières premières les plus propres à ses travaux et les plus économiques. Trop éloignée, comparativement à nous, du sud de l'Europe, pour obtenir un grand avantage dans l'achat des soies brutes que produit cette partie du monde, elle jette les yeux sur l'Indostan. C'est à quatre mille lieues qu'elle envoie chercher la soie que ses navires transportent et qu'elle reçoit en Europe, à moindre prix que les Lyonnais ne disposent à Lyon du fil des cocons de la Provence. L'Angleterre tire avec le même avantage cette matière précieuse, de l'Archipel océanique. Profitons de cette grande leçon qui nous est donnée par nos rivaux. Hâtons-nous d'aller dans l'Inde et dans les îles qui l'avoisinent, pour acheter la soie au même prix que les Anglais. Quand nous serons, avec nos émules, sur le pied d'égalité, par rapport à la matière première, gardons-nous de croire que nous ayons tout fait pour l'emporter sur eux, auprès des autres nations. Je



Digitized by Google

crois qu'il est d'une extrême utilité pour le commerce de la France que je consigne ici le résultat de mes propres observations sur les moyens imaginés par les Anglais, pour se faire préférer à nous dans le commerce des soieries.

Au lieu de fabriquer des étoffes substantielles et durables, les Anglais fabriquent des soieries brillantes et légères dans lesquelles il entre très peu de matières premières; ce qui d'abord est pour leurs fabricants une source d'économie. En même temps ils profitent de tous les moyens méchaniques, si perfectionnés en Angleterre, pour donner aux tissus, avec le moins de frais possible, une régularité parfaite: régularité qui forme l'une des qualités principales de leur durée, de leur force et de leur bel aspect.

Veut-on savoir à quel point le fabricant anglais s'étudie à concilier les intérêts des petites fortunes, c'est-à-dire des plus nombreuses, avec les intérêts de la vanité, c'est presque dire avec les intérêts universels? Lorsqu'il confectionne des bas de soie, surtout pour les femmes, il n'emploie la soie que pour les parties *strictement visibles*. Le dessous du pied, le genou, et la partie immédiatement inférieure, jusqu'au milieu du mollet, sont en coton, qui ne coûte

Digitized by Google

presque rien aux Anglais. Par ce moyen le fabricant britannique peut procurer des bas de soie à des classes entières d'individus qui ne seraient pas assez riches pour en porter, s'ils se fournissaient auprès des fabricants français.

Sans doute les soieries anglaises sont moins durables que ne le sont les nôtres. Mais, dans le plus grand nombre des cas, la durée n'est rien aux yeux des femmes, pour leurs ajustements, dont l'éclat momentané est la seule qualité qu'elles considèrent. Cela est vrai, surtout pour les peuples de l'Europe où l'empire de la mode oblige un nombre immense de personnes à renouveler la plus grande partie de leurs vêtements long-temps avant qu'ils soient usés.

Ainsi, c'est sur le grand nombre des petites fortunes, c'est sur les mœurs et les usages des nations, sur la faiblesse et la vanité du cœur humain, que les Anglais ont fondé la prospérité d'une de leurs branches d'industrie qui menace en France la même industrie, d'une ruine totale.....

Infatués de notre supériorité partout déclarée, dans la fabrique des soieries, nous nous imaginons qu'en Angleterre même, les indivi-

Digitized by Google

dus des deux sexes préfèrent de beaucoup nos produits à ceux de leur propre pays, et qu'ils en font venir des quantités fort grandes, par un trafic prohibé : c'est une erreur capitale (1).

Nul peuple n'a poussé plus loin que les Anglais l'art, moins facile qu'on ne pense, d'opérer la contrebande, et même la contrebande simulée. C'est ce dernier talent qu'exerce l'Angleterre à l'égard des soieries.

Il est reçu que les soieries françaises ont une grande supériorité sur les soieries britanniques ; par conséquent il faut que le peuple britannique ait des soieries françaises. Le fabricant anglais se charge de lui en faire, et le contrebandier anglais se charge d'avoir l'air de lui en apporter. En même temps, on vend au public des soieries économiques que son amour-propre peut déclarer françaises, et que sa parcimonie n'a pourtant payées que sur un taux britannique. Par là, trompeurs et trompés sont

(1) Des soieries vendues en Angleterre comme contrebande française, on a prouvé, comme il résulte d'une enquête parlementaire, que les neuf dixièmes sont fabriqués en Angleterre même, à Spitalfields, et non pas à Lyon ni à Marseille.

Digitized by Google

également satisfaits, pour leur intérêt et leur vanité.

Si j'ai présenté tous ces détails, c'est par l'importance que leur publication peut avoir, pour sauver de la ruine nos superbes fabriques de soieries. Songeons qu'il y va de la fortune et de la destinée d'une des villes les plus belles et les plus intéressantes de la France. Si notre industrie dans la fabrication des soieries de toute espèce, ne prend pas un nouvel essor, ne marche pas sur d'autres errements, n'emploie pas des matières premières tirées d'un autre continent, et des combinaisons nouvelles de la soie avec des matières plus économiques, d'abord nous allons être chassés des marchés de toutes les nations; et nous pouvons nous fier à la cupidité, à la persévérance, à l'activité des Anglais, pour être sûrs qu'ils ne s'arrêteront, dans cette lutte, qu'après nous avoir expulsés du dernier marché de l'univers où nos produits puissent paraître. Là ne s'arrêteront point leurs efforts et leurs tentatives. Après l'avoir emporté sur nous chez l'étranger, ils voudront l'emporter sur nous chez nous-mêmes. Vainement nos triples cordons de douaniers s'opposeront à leur invasion mercantile. A peine pouvons-nous empêcher qu'une

Digitized by Google

grande quantité d'étoffes de coton ne pénètre en France par tous les points de la frontière. Que sera-ce donc lorsqu'il s'agira de produits bien plus précieux pour un même poids, et beaucoup moins volumineux pour une même valeur?

Puissent les fabricants de la ville de Lyon faire de promptes et salutaires réflexions sur les faits que nous leur présentons! Ils sauveront leur fortune et conserveront à la France une des sources les plus précieuses et les plus fécondes de sa richesse industrielle et commerciale.

Au sujet des soieries, nous rapporterons encore quelques faits puisés dans l'ouvrage dont nous présentons l'analyse.

En 1770, l'Inde ne fournissait pas à l'Angleterre (livres pesant de soie brute),

| | |
|---|---|
| | 100,000 liv. pes. |
| En 1780, elle en fournissait pour..... | 200,000 |
| En 1800..... | 300,000 |
| En 1820..... | 1,000,000 et plus. |

Il faut ajouter à la dernière somme 150,000 livres pesant de soie brute, importée annuellement de la Chine, et 550,000 livres tirées du sud de l'Europe. La consommation des manufactures britanniques, surpasse maintenant *deux millions* pesant de livres de soie brute.

Digitized by Google

Nous voyons, en effet, que la consommation moyenne des trois dernières années est de 2,100,000 livres pesant; pour la seule année 1820, la consommation s'est élevée à 2,500,000 liv.

D'après l'ouvrage de M. Chaptal, sur l'industrie française, la consommation des soies brutes par nos manufactures serait au-dessous d'un million de livres pesant, On évalue maintenant à 255 millions de francs les soieries fabriquées en Angleterre.

Non-seulement le prix de la soie d'Italie est plus élevé que celui de la soie du Bengale; mais l'Italie n'a, chaque année, qu'une récolte de soie, tandis que le Bengale en a deux, et quelquefois trois. Cet immense avantage pour le producteur du Bengale, doit lui donner une supériorité de plus en plus marquée sur le producteur d'Italie.

L'historien du Ministère britannique ajoute: Si, dans quelques-uns des produits les plus délicats, pour l'éclat de la couleur et la durée de la teinture, nous sommes encore surpassés (comme il faut en convenir) par le manufacturier français, nos soieries en pièces et tous ces produits mixtes dont la soie est la base, sont exécutés en Angleterre avec une supériorité qui ne connaît point de rivaux....

Digitized by Google

*Commerce des laines.*

La fabrication des étoffes de laine a pris en 1822 un développement qu'elle n'avait atteint dans aucune année précédente. Cette branche d'industrie réclame encore l'attention la plus sérieuse des fabricants français. Il semble que l'Angleterre ait cessé de redouter la rivalité de la Saxe et de la France, même pour la fabrication des plus beaux draps. Elle en offre un exemple frappant.

D'après les comptes financiers publiés par le gouvernement des Etats-Unis, la valeur des lainages britanniques importés dans ces Etats, en 1821, s'élève de 9 à 10 millions de dollars. La valeur totale des importations de toute espèce, faites par la France dans les Etats-Unis, dépasse à peine 4 millions de dollars, dont les $\frac{3}{4}$ sont des produits de notre agriculture. Durant 1822, les exportations en Amérique, des produits manufacturés dans la Grande-Bretagne, ont dépassé la valeur de 100 millions de francs; tandis que la valeur des objets manufacturés par la France, lainages, soieries, cotons, dentelles, etc., n'a pas dépassé 6 $\frac{1}{2}$ millions de francs.

Tel est donc le rapport des ventes faites par

Digitized by Google

la France et par l'Angleterre, sur le marché libre des Etats-Unis d'Amérique.

Les Anglais, si nous ne trouvons point remède à ce danger imminent, vont donc ruiner dans l'étranger la prépondérance du commerce de nos draps, même de nos draps fins ; et, pour ce commerce comme pour celui des soieries, après nous avoir vaincus sur un terrain neutre, ils nous attaqueront dans notre propre pays, par le grand art de la contrebande, dont ils possèdent si bien les finesses et les mystères.

*Cotons.*

Dans la fabrication des cotons, l'Angleterre n'a guère eu de rivaux en Europe. Elle n'en a plus dans l'Indostan. Elle achète des cotons bruts, aux confins de l'autre hémisphère ; les apporte en Angleterre et en Ecosse ; les renvoie dans la Chine et dans l'Inde, mis en œuvre par ses manufactures ; et peut encore les vendre à plus bas prix que les fabricants asiatiques, chez lesquels la main-d'œuvre est si fort au-dessous du prix manuel dans la Grande-Bretagne.

Le coton, dit l'historien du Ministère britannique, peut être travaillé d'une manière si solide et si serrée, qu'il égale en chaleur les

Digitized by Google

étoffes de laine, et devienne le vêtement général de tous les peuples du globe. C'est l'Angleterre qui se chargera de vêtir l'univers. Quel changement s'est opéré dans son industrie!

Dès les temps les plus reculés, le gouvernement britannique a placé la fabrication des étoffes de laine au premier rang de ses manufactures, et parmi ses sources de richesse les plus fécondes. Pour marquer, à la manière des peuples antiques, l'importance de cette branche d'industrie, lorsque, dans la Chambre supérieure du Parlement, le chancelier du royaume siége au milieu de tous les pairs, il est assis sur un simple ballot de laine: sans croire déroger à Sa Grandeur, par cet acte plébéien qu'inspira le génie même d'une politique vaste et profonde.

La fabrication des cotons, presque nulle en Angleterre il y a 60 ans, est aujourd'hui la source d'une richesse quatre fois plus grande que la fabrication des lainages. Sous les règnes de George Ier et de George II, les hommes d'Etat et les écrivains politiques célébraient ce dernier genre d'industrie, comme le principal soutien du commerce britannique, dont les exportations ne dépassaient point la valeur de 5 millions sterlings, sur lesquels 7 à 800,000 liv. st.

Digitized by Google

étaient produites par les lainages. Maintenant la valeur totale des exportations est plus que décuplée ; la seule exportation des lainages égale 6 millions sterlings, et l'exportation des cotons œuvrés (qui n'existait pas alors) dépasse aujourd'hui 20 millions sterlings, c'est-à-dire, est d'une valeur quatre fois plus grande que la totalité des exportations sous George Ier et sous George II.

C'est la grandeur des capitaux de l'Angleterre et la rare perfection de ses machines, qui jusqu'à ce jour l'ont mise hors de pair, dans la fabrication des cotons, avec tous les autres peuples ; même à l'époque où le haut prix des vivres, rendait plus exorbitante la journée de l'ouvrier.

Aujourd'hui les produits de l'agriculture ont beaucoup baissé de prix, dans la Grande-Bretagne, et le perfectionnement des manufactures a permis de donner à meilleur marché, la plupart des objets utiles à l'homme. C'est pourquoi les ouvriers, quoiqu'en recevant un salaire très réduit, peuvent encore se procurer les mêmes objets de nécessité et d'agrément.

Ainsi, par un enchaînement de causes et d'effets très remarquable, d'une part l'ouvrier anglais est moins dispendieux, parce que l'art de produire s'est amélioré ; de l'autre part, les

Digitized by Google

produits de l'industrie peuvent être donnés à plus bas prix, par les perfectionnements mêmes de la fabrication, et par le rabais naturel apporté dans le salaire de l'ouvrier.

### *Des Toiles.*

Par des obstacles qui tenaient à des circonstances particulières, la fabrication des toiles est restée très long-temps avant d'atteindre au développement naturel qu'il était raisonnable d'espérer qu'elle prît. Mais, dans ces dernières années, elle a prospéré comme les autres branches de l'industrie britannique. Cette branche d'industrie est presque entièrement confinée en Irlande. Voilà sans doute la cause de la lenteur de ses progrès dans une contrée si inférieure à l'Angleterre, pour la grandeur des capitaux, pour la valeur et le nombre des machines; enfin, pour la constance et l'activité de l'industrie. Cependant le genre de fabrication dont nous parlons, fait en Irlande même, des progrès plus rapides que par le passé. L'exportation des toiles irlandaises était d'un demi-million plus grande en 1822, qu'en 1821; elle était d'un million plus grande en 1822, qu'en 1820. L'ouverture des marchés du sud de l'Amérique, en faveur du commerce britannique, fait

Digitized by Google

espérer que l'exportation des toiles irlandaises augmentera beaucoup plus encore.

Citons un fait bien remarquable, et qui suffit pour montrer la différence d'industrie et d'activité de deux contrées régies par les mêmes lois et placées par la nature sous un même climat et dans les mêmes circonstances. Dans l'exportation totale des toiles britanniques, la part exportée par l'Angleterre, qui est obligée de prendre d'abord ses toiles en Irlande, est de 2,800,250 livres sterlings; tandis que l'exportation directe d'Irlande est seulement de 240,279 livres sterl.

*Produits métalliques.*

La quincaillerie et la coutellerie, le fer brut et le fer œuvré sont les produits d'une industrie pour laquelle l'Angleterre ne connaît point de rivaux. Aucune autre nation n'est mieux partagée de la nature, à cet égard, pour l'approvisionnement des matières premières et du combustible. Aucune nation n'a plus fait pour perfectionner les procédés techniques nécessaires à cette branche d'industrie, pour laquelle les demandes de l'étranger et les consommations de l'intérieur s'accroissent annuellement et régulièrement. Une des grandes causes de la diminution dans le prix des fers, en Angleterre, est, à coup sûr, la

Digitized by Google

cessation de la guerre qui faisait une consommation prodigieuse de ce métal, pour ses armes et pour ses projectiles de toute espèce.

Une mesure, peu approuvée par les Français mêmes, dit l'historien du Ministère britannique, et seulement concédée à la clameur populaire du moment, a fait interrompre la fourniture des fers anglais, en France. Malgré cette interruption, la fourniture de ce métal aux autres nations s'est accrue de manière à présenter, pour 1822, une exportation totale qui n'est pas inférieure à celle des années précédentes.

*Commerce intérieur.*

Nous entrerons dans des détails beaucoup moins étendus sur la partie qui concerne le commerce intérieur de l'Angleterre, parce qu'elle est pour nous beaucoup moins importante que la connaissance des résultats du commerce extérieur. Nous dirons qu'en général la consommation intérieure s'est accrue, à mesure que l'industrie est revenue vers la prospérité, après les années si désastreuses de 1816 et de 1817. L'un des exemples les plus remarquables que nous puissions présenter est celui de la consommation du thé. Depuis trente ans, l'impôt sur cet objet s'est élevé dans le rapport de 13 à 100, et,

Digitized by Google

néanmoins, la consommation n'a jamais cessé d'augmenter. Elle s'est élevée, de 1820 à 1821, à . . . . . 22,461,59 l. ps.

En 1822, elle surpasse . . 23,000,000

La consommation croissante du sucre est pareillement démontrée. Le revenu brut de la douane pour les sucres seuls, s'est élevé

| | |
|---|---|
| En 1817, à. . . . . | 3,500,000 l. st. |
| En 1821. . . . . | 4,000,000 |
| En 1822. . . . . | 5,152,000 |

L'historien du Ministère britannique présente, à ce sujet, des observations pleines de justesse.

On n'affaiblira point, dit-il, l'importance d'une augmentation pareille, en observant qu'elle porte sur des objets produits au dehors. Ce n'en est pas moins dans notre commerce une amélioration, laquelle accroît les profits du marchand, met en activité et répand, par la circulation, des capitaux plus considérables. Or la richesse d'un pays consiste moins dans l'or qu'il possède, que dans la circulation de ses capitaux. Par conséquent, tout ce qui contribue à faire circuler le capital, à répandre les salaires du travail au milieu d'un plus grand nombre de classes industrieuses, en donnant des



Digitized by Google

moyens d'existence à plus de personnes, améliore la condition générale du peuple. En augmentant le nombre des acheteurs, en les mettant en état de consommer plus abondamment, on accroît la demande sur toutes les espèces de marchés, et particulièrement sur les marchés où se vendent les objets nécessaires à la vie, dans toutes les conditions. Voilà comment l'augmentation du commerce aide à l'agriculture, et comment la prospérité du propriétaire et du fermier suit nécessairement et toujours de près la prospérité de notre commerce.

L'apologiste de l'Administration de l'Angleterre, observe avec raison qu'en aucune autre contrée, le peuple n'est aussi bien habillé, aussi bien logé, aussi bien nourri, soit pour la quantité, soit pour la qualité des vivres. Si quelque étranger intelligent lit un contrat pour la fourniture annuelle de quelque maison des pauvres dans la Grande-Bretagne, il ne peut s'empêcher d'exprimer une vive surprise, sur la quantité de viande, de beurre, de fromage, de *thé*, qui compose chaque ration, et sur les soins minutieux qui sont pris pour que chacun de ces objets soit de la meilleure qualité dans son espèce. Les propriétaires fonciers se récrient avec force, en

Digitized by Google

voyant six à sept millions sterlings dépensés annuellement pour l'entretien des pauvres. Ils devraient se rappeler que la plus grande partie de cette somme est payée par les grandes villes et par les districts manufacturiers.

Les taxes indirectes, dont le revenu se proportionne sur la consommation et sur le commerce intérieur, éprouvent en Angleterre une amélioration récente et remarquable. L'accroissement des droits du timbre fait voir à quel point se sont multipliées les transactions domestiques, les ventes et les achats.

L'augmentation sur le revenu des chevaux et des voitures publiques, montre également que les communications entre les différents points du territoire, sont à la fois plus importantes et plus multipliées. L'accroissement du produit des impôts sur les portes et les fenêtres, démontre que l'augmentation du nombre des maisons va de pair avec celle de la population.

Les objets dont la majeure partie est consommée par la moyenne et par la basse classe de la société : le tabac, la bière, la chandelle, le savon, les eaux-de-vie, etc., présentent une amélioration remarquable dans les ventes journalières.

Ici l'historien du Ministère jette un nouveau



Digitized by Google

regard sur l'ensemble des revenus de 1822, qui surpassent de plus d'un million sterling le total des revenus de 1821, lequel surpassait lui-même d'à peu près autant le total des revenus de 1820. Cet accroissement s'est développé graduellement et de manière à faire voir qu'il ne tenait pas à des causes fortuites. Nous supprimons tous les détails numériques relatifs à la preuve de ce fait.

*Banques d'épargne.*

En faisant la revue de l'état actuel de nos ressources intérieures, dit l'historien du Ministère, il serait injuste d'en omettre une qui caractérise l'époque actuelle, et qui n'est pas moins le signe d'une prospérité croissante, que d'un esprit d'indépendance et d'économie, dont les fruits se montreront sous peu dans l'élévation de notre caractère national, et dans l'amélioration du sort du peuple entier. Nous voulons parler du système des banques d'épargne. Tout ce qui tend à l'accumulation de la propriété et du capital, même au plus faible degré, soutient, encourage l'esprit d'indépendance, et jette les fondements de la force et de la richesse nationales. Les banques d'épargne sont les fonds des classes infé-

Digitized by Google

rieures de la société. L'énergie et la constance de ces classes, pour augmenter leurs économies, ne sont pas moins honorables pour leur industrie que pour leurs sentiments moraux.

Dans la seule année 1821, plus de trente-trois millions de francs ont été placés dans ces dépôts. Les comptes des commissaires pour le rachat de la dette nationale (commissaires au nom desquels le capital appartenant aux banques d'épargne est placé) n'ont pas encore été dressés pour l'année 1822; mais, sans aucun doute, ils présenteront pour résultat, une augmentation très considérable dans les placements. Le montant de l'intérêt payé ou crédité aux banques d'épargne, en 1822, montait à quatre millions cinq cent mille francs. Au 5 janvier dernier, il y avait déjà, sous le nom des commissaires pour le compte des banques d'épargne, en Angleterre seulement, la somme prodigieuse de *cent cinquante millions* de francs, accumulés dans le court espace de quatre années.

Ainsi le Ministère britannique, dans un compte solennel qu'il rend de ses opérations, de ses vues et de ses pensées, déclare à la face de la nation tout entière, qu'il met au rang des plus grands bienfaits de l'ordre public et des

Digitized by Google

prospérités sociales, non-seulement le progrès des arts utiles à l'activité des manufactures, et les bienfaits du commerce, et le bonheur des classes supérieures qui dirigent les travaux, mais aussi le développement de l'indépendance physique et morale des classes inférieures qui exécutent ces travaux. Il range parmi ses titres de gloire, les moyens d'élever, d'exalter le caractère national, en rendant plus heureuse et moins servile à tous égards, la condition des moindres citoyens. Sentiments dignes du Ministère d'un peuple libre! Sentiments qui méritent les hommages de tous les hommes qui mettent un prix à la dignité de l'espèce humaine. Sentiments qui méritent d'être offerts comme des modèles, à tous les gouvernements qui marchent sur la route des prospérités nationales, et qu'il faut montrer pour l'opprobre de ces gouvernements de contrées barbares où le pouvoir se déclare ennemi de la civilisation, prodigue ses dédains à l'industrie, ses outrages au commerce, et voudrait ne régner que sur la fainéantise, sur l'obscurité, sur la misère et l'esclavage.

Digitized by Google

## CHAPITRE V.

### *Administration coloniale.*

L'ADMINISTRATION des colonies est maintenant, pour la Grande-Bretagne, un objet de la plus haute importance. Les colonies ne sont plus seulement, comme pour les peuples anciens, un moyen de soulager une population surabondante. Elles atteignent d'abord ce premier but. Elles ont encore l'avantage de fournir de nouveaux objets d'échange et de nouveaux marchés pour le commerce de la métropole. Cette autre espèce de services rendus par les colonies, est de beaucoup la plus intéressante, dans l'état actuel des sociétés modernes.

Quand les Etats-Unis se séparèrent de la Grande-Bretagne, les écrivains politiques les plus habiles pensaient que le commerce britannique recevait un choc dont il ne se relèverait, sinon jamais, du moins qu'avec la plus grande lenteur et la difficulté la plus laborieuse. Com-

Digitized by Google

bien les évènements ont démenti de semblables prédictions! Il n'y a pas quarante ans que l'Union américaine s'est pour toujours affranchie du joug de l'Angleterre, et déjà l'Angleterre, dans les faibles restes des possessions septentrionales d'Amérique, dans les colonies qui, plus rapprochées de la zone glaciale, sont moins favorisées par le climat et par la nature, l'Angleterre, dis-je, obtient des résultats supérieurs à tous les avantages qu'elle retirait du vaste et fertile territoire des Etats-Unis, avant la guerre de l'indépendance. Aujourd'hui les colonies de l'Amérique septentrionale, qui restent encore à la Grande-Bretagne, ont fait de tels progrès en industrie et en richesse, qu'elles consomment annuellement une plus grande quantité des produits de l'agriculture et des manufactures britanniques, que ne l'ont jamais fait les treize provinces américaines, avant la guerre de 1775. Suivant le rapport du célèbre Burke, la valeur totale des importations de l'Amérique en Angleterre était environ d'un million sterling. La valeur des exportations d'Angleterre, dans ces provinces, variait de 1,200,000 à 1,500,000 livres sterlings.

Or, dans la seule année 1819 (et l'on pour-

Digitized by Google

rait en citer de plus favorables), la valeur des produits industriels britanniques, exportés dans les quatre provinces du nouveau Brunswick, de la nouvelle Ecosse, de Newfoundland et des Canadas, montait à . . liv. sterl. : 1,320,000.
En 1820, cette exportation montait à . . . . . 1,548,000.

Si l'on comprenait dans ces estimations le commerce des Indes occidentales (ainsi qu'il semble en partie compris dans les valeurs rapportées par Burke), le total des échanges de l'Angleterre avec ses possessions d'Amérique serait, pour 1819,

*Exportations*. . . . . 6,800,000 liv. sterl.
*Importations*. . . . . 9,000,000.

Telle est, dit avec raison l'historien du Ministère, la valeur et la prospérité de nos colonies. On voit par là combien sont courtes et fausses les vues de ceux qui, pour rehausser les couleurs dont brillent quelques parties de la fortune publique, établissent d'envieuses comparaisons, entre le commerce général de la Grande-Bretagne, son commerce colonial et son agriculture. Toutes ces sources contribuent, suivant des proportions différentes, à composer

Digitized by Google

le fonds général d'une richesse qui, distribuée dans chaque classe de la société, répand de proche en proche et sur toutes les parties du peuple, les profits du capital et les salaires de l'industrie. Si l'on retranchait une seule branche de commerce, si seulement on la diminuait d'une quantité considérable, l'effet en serait aussitôt manifesté par la dépréciation de la valeur des terres. Pourquoi l'Irlande, par exemple, ainsi que nous l'apprend une expérience récente, pourquoi l'Irlande surabonde-t-elle à la fois en population, et en produits du sol? Comment se fait-il qu'on ait pu voir au sein de ce royaume, une détresse causée par le besoin de nourriture, dans ses villes et dans ses villages, avec une demande si faible et si insuffisante, sur ses marchés qui regorgeaient des produits de l'agriculture? C'est parce que le prix des vivres n'est pas renchéri par le seul fait d'une population croissante, mais par une population rendue capable de payer un prix plus élevé.

Réduisez votre commerce ou vos manufactures, il s'ensuivra nécessairement une réduction proportionnée dans le nombre et les moyens des personnes qui, jusqu'alors, avaient la faculté de consommer en abondance. Sans doute, les

Digitized by Google

pauvres de l'Angleterre doivent être nourris aux frais des paroisses; mais autre chose est d'être nourri par les bienfaits de l'opulence et de la pitié d'autrui, ou d'être nourri par le fruit de ses propres moyens.

Dans le tableau de l'Administration britannique, on divise l'examen de ce qui regarde les colonies en trois parties distinctes.

1. *Les Indes occidentales, britanniques et étrangères* : nouveau système qu'on adopte à leur égard, par le rappel, ou plutôt par la modification sur un nouveau plan, des lois de navigation.

2. *Amérique britannique, et spécialement les deux Canadas* : nouvelles mesures pour améliorer le gouvernement de cette contrée.

3. *Indes orientales et colonies secondaires* : le cap de Bonne-Espérance, Ile de France, etc. Nous allons suivre cette division.

## I. *Indes occidentales.*

En 1821 et 1822, le Parlement a porté des lois importantes à la prospérité du commerce général que les colonies des Indes occidentales sont appelées à faire, soit avec les États-Unis, soit avec l'Europe non britannique.

L'ancien système colonial européen trans-

Digitized by Google

formait en monopole le commerce de chaque établissement avec sa mère patrie. On a compris, en Angleterre, qu'un semblable monopole et de ventes et d'achats, était à la fois défavorable à la métropole et aux colonies; qu'il contrariait l'accroissement naturel de ces établissements, et retardait ou plutôt détruisait en entier les progrès de leur richesse, de leur population, et surtout de cet esprit commercial, si nécessaire pour que des colonies lointaines abondent en riches consommateurs des productions de la mère patrie. Quant à la mère patrie elle-même, on a pareillement reconnu l'erreur d'un semblable système, qui lui faisait préférer un étroit monople, aux spéculations étendues d'un commerce sans entraves, et qui lui donnait un bénéfice exorbitant sur le petit nombre d'affaires d'un négoce rétréci; au lieu d'un gain faible, il est vrai, sur chaque échange, mais rendu bien plus productif par l'innombrable quantité de transactions qui naissent d'une concurrence libre et générale. Ces nouvelles connaissances ne sont pas restées infructueuses.

Toutes les colonies asiatiques de la Grande-Bretagne ont été, par degrés, affranchies du système restrictif. Le Parlement s'est prévalu de toutes les occasions favorables, pour délivrer

Digitized by Google

d'un pareil monopole, le commerce de l'Angleterre.

Par l'acte de 1805, le système des ports libres fut agrandi et consolidé. Des ports furent ouverts dans presque toutes les îles, pour recevoir en approvisionnement les objets produits dans les colonies étrangères. En 1806, ce système fut étendu davantage encore. Par un Ordre du Conseil, les navires américains obtinrent la permission de porter, dans quelques-uns de ces ports, toutes les productions essentielles des États-Unis, et d'exporter en retour les produits des Indes occidentales. Cette déviation de l'ancien système de monopole, fut immédiatement confirmée par divers actes parlementaires.

A la même époque, une loi nouvelle permit aux colonies d'envoyer directement leurs produits en Europe, dans tous les ports situés au sud du cap Finistère. Un acte postérieur étendit ce privilége à Malte et à Gibraltar, deux ports dont on voulut faire des dépôts généraux pour le commerce de la Méditerranée, et des magasins pour fournir de produits coloniaux le continent européen.

Mais ces diverses lois renfermaient encore une restriction qui rendait illusoire, en grande par-

Digitized by Google

tie, le bienfait des libertés qu'elles donnaient au commerce. Les citoyens des Etats-Unis ne pouvaient prendre de sucre et de rhum, dans les colonies américaines de l'Angleterre, qu'aux îles Bermudes ou qu'à Bahama; ils ne pouvaient pas acheter ces produits sur le lieu même de la production. Un détour qui nécessitait deux opérations au lieu d'une, élevait les prix de vente, au double détriment des colons anglais et des négociants des Etats-Unis. Aussi les Américains préféraient-ils s'approvisionner en produits coloniaux, à Cuba, à Saint-Domingue, et aux Caracoas.

Un obstacle du même genre était élevé par la condition que les produits des colonies anglaises dussent être déposés, soit à Malte, soit à Gibraltar, avant d'être vendus à l'Europe non britannique.

Dans la session de 1822 on a fait cesser cet état de choses, grâces à la persévérance du Bureau du commerce, qui eut à vaincre pour cela des préjugés longuement et fortement enracinés dans l'esprit des commerçants, et même des hommes d'Etat.

Par une première loi, le système des ports libres est étendu presque à toutes les îles des

Digitized by Google

Indes occidentales. Les marchands américains peuvent emporter les produits coloniaux de ces îles, sur leurs propres navires; ce qu'ils ne pouvaient pas faire auparavant.

Par une seconde loi, les colonies britanniques peuvent apporter directement leurs produits dans toutes les parties de l'Europe, au sud du cap Finistère, sans avoir besoin de les entreposer ni à Malte ni à Gibraltar.

L'historien du Ministère attribue au Bureau du commerce l'honneur d'avoir fait porter ces belles lois. Sans doute ce conseil, plein d'expérience et de lumières, a beaucoup fait pour dissiper les préjugés des marchands anglais. Mais d'une part, l'extrême détresse des planteurs britanniques, dans les Antilles; de l'autre, la ferme résolution du gouvernement des Etats-Unis, d'obtenir de l'Angleterre un commerce libre avec ses colonies, ou de les réduire *par la famine*, en leur refusant des produits indispensables, soit pour la nourriture des nègres, soit pour la culture des plantations; ces deux causes, dis-je, doivent être mises au rang des plus efficaces. Elles ont fait parler le langage de la nécessité, le seul devant lequel se taisent le préjugé, l'ignorance et les aveugles cupidités.

Digitized by Google

## II. *Administration intérieure des colonies du nord de l'Amérique.*

L'innovation principale apportée à cette Administration, s'est faite dans les deux Canadas. La loi rendue à ce sujet avait deux objets en vue; 1° de réduire les dépenses du gouvernement civil; 2° d'assurer l'exécution des lois, en rendant plus simple et plus méthodique la marche des affaires publiques. Il faut conserver ici les propres expressions du Ministère britannique.

En s'efforçant d'atteindre ces deux objets, les ministres de S. M. n'ont jamais oublié les obligations de l'humanité, et les principes d'un gouvernement libre. En réduisant les dépenses de l'Administration, ils ont récompensé les services, comme ils doivent l'être par une nation grande et généreuse. En considérant ce qu'ils doivent au public, ils n'ont pas oublié ce qu'ils doivent aux individus. En cherchant l'économie, ils se sont rappelé non-seulement la justice, mais la saine prudence qu'on trouve à favoriser, à nourrir l'esprit public, dans le service national. Dégrader ce service, quant à sa récompense, en le ravalant au-dessous d'un service analogue

Digitized by Google

dans le commerce et dans la vie privée, c'est en effet dégrader à leurs propres yeux les serviteurs de l'Etat; c'est étouffer le germe des sentiments honorables, et, par une conséquence infaillible, c'est assurer au public la pire espèce de services : celle où les employés n'ont rien qui les retienne par les principes de leur conduite et par la sécurité de leur sort, quand la tentation la plus puissante les assiége de toutes parts.

Le gouvernement britannique n'a point introduit le jury dans les Canadas. Il paraît qu'il a craint de ne pas trouver, en nombre suffisant, des propriétaires capables d'être jurés. Ce qu'il a laissé des anciennes lois françaises, ce sont les justices seigneuriales, qui s'appellent encore le *seigneuriage*. Les anciens habitants du Canada, dit-on, semblent invinciblement attachés à ce monument de leur origine.

N'existerait-il pas une raison secrète, et que le Ministère anglais se garde d'avouer? Si nous sommes bien informés sur l'esprit du gouvernement britannique aux Canadas, ce gouvernement y favorise ou du moins y tolère tous les préjugés qui peuvent éloigner des idées de la civilisation moderne, les ignares habitants



Digitized by Google

de cette colonie. Serait-ce qu'en laissant abrutir la raison de ce peuple, l'Angleterre ait voulu faire, des préjugés et de l'ignorance, un rempart contre l'attrait naturel qui devrait porter les Canadiens à jouir du bonheur et de l'indépendance de l'Union américaine?...

### III. *Indes orientales.*

Des discussions d'une extrême importance se sont élevées, en Angleterre, pour savoir s'il fallait donner au commerce une entière liberté, dans cette vaste partie de l'empire britannique. Le Ministère avoue franchement que cette liberté rendrait le commerce plus productif et plus étendu; mais il est arrêté par des difficultés qui lui semblent insurmontables: c'est le respect pour les droits acquis de la Compagnie des Indes, et la difficulté de lui donner des indemnités suffisantes et justes, pour la cession de ses domaines et de ses priviléges. Les ministres se sont contentés de diriger leurs mesures, autant que possible, vers le progrès du commerce britannique et vers la restriction du monopole de la Compagnie. Lorsqu'en 1813 on renouvela la charte des priviléges de cette grande association, le gouvernement ne lui laissa de com-

Digitized by Google

LARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN



merce exclusif que celui du thé : trafic d'une extrême importance et qui demande une sagesse, une expérience consommées, pour être fait avec succès, chez un peuple défiant, susceptible et fripon, comme le peuple chinois.

Mais la Compagnie dut permettre au commerce général de l'Angleterre, l'approvisionnement des Grandes-Indes en produits européens. Peut-être, dit l'historien du Ministère, les annales du monde ne présentent pas d'exemple aussi frappant du bénéfice d'un libre intercours. Néanmoins ce bénéfice aurait été beaucoup plus grand dès l'origine, si l'esprit entreprenant des marchands britanniques ne leur avait pas fait, d'abord, remplir outre mesure les marchés de l'Inde avec les produits qu'ils avaient enfin la liberté d'y porter. Peu à peu ce commerce a pris son niveau naturel. Il s'élève chaque année à quelque nouveau degré de prospérité. Un petit nombre de faits suffiront pour justifier cette assertion.

En 1815, l'Angleterre fournissait à l'Inde, d'après l'ancien système de commerce, c'est-à-dire, par le moyen de la Compagnie, une quantité de cotons manufacturés évaluée, en livres sterlings, à. . . . . 109,480



Digitized by Google

En 1821, avec la liberté du commerce, cette fourniture fut de. . . . 850,881

En 1822, elle fut de. . . . . 1,120,325

Ainsi, dans le court espace de sept années, la liberté du commerce a fait décupler la valeur totale des ventes. Elle a fait bien plus que décupler la quantité des marchandises vendues, si l'on consulte la diminution des prix, résultat nécessaire de toute libre concurrence.

*Cotons imprimés, exportés de la Grande-Bretagne dans l'Inde.* (En yards de 3 pieds anglais.)

| | |
|---|---|
| En 1815 (ancien syst. commercial). | 604,800 yards. |
| 1821 (libre concurrence)..... | 7,602,245 |
| 1822..... | 9,979,866 |

*Cotons unis, exportés de la Grande-Bretagne dans l'Inde.*

| | |
|---|---|
| En 1815 (ancien système)..... | 213,400 yards. |
| 1821 (libre concurrence)..... | 6,724,031 |
| 1822..... | 9,940,756 |

Malgré l'obstacle que semblent présenter, au débit des toiles, la chaleur du climat de l'Indostan, et les habitudes que ce climat a fait naître, on remarque cependant une amélora-

Digitized by Google

tion très sensible dans la vente de ce genre de produits.

*Valeur des lainages exportés de la Grande-Bretagne dans l'Inde.*

| | |
|---|---|
| En 1815 (ancien système)..... | 1,084,434 l. st. |
| 1821 (libre concurrence)..... | 1,368,467 |
| 1822..... | 1,421,649 |

*Draps en laine.*

| | |
|---|---|
| En 1815 (ancien système)..... | 434,689 l. st. |
| 1822 (libre concurrence)..... | 712,374 |

Ainsi le commerce de l'Inde qui, dès la plus haute antiquité, et durant un si grand nombre de siècles, s'était fait avec l'or des Occidentaux, échangé contre les produits précieux du sol et de l'industrie des Orientaux, ce commerce depuis peu d'années a pris une face toute nouvelle. C'est l'Occident qui surpasse l'Orient en industrie; qui prend à quatre mille lieues de distance, le coton, la laine et la soie; les apporte en Angleterre, les met en œuvre avec le secours des machines; et fabrique avec tant d'économie, malgré le haut prix de la main-d'œuvre, qu'en reportant à quatre mille lieues les mêmes matières, transformées en produits

d'une beauté parfaite, ils se vendent sur les marchés de l'Inde à plus bas prix que les produits du même genre exécutés sur les lieux, par des ouvriers qui ne gagnent que ce qu'il faut à la vie la plus frugale, sous le climat où l'homme a le moins de besoins. Telle est la puissance de l'industrie britannique.

L'administration, justement persuadée de l'importance d'un commerce libre avec les Grandes-Indes, a fait tous ses efforts pour aplanir les obstacles qui pouvaient en retarder la marche. Une mesure spéciale obligeait les marchands libres à ne trafiquer dans les mers de l'Inde qu'avec des navires au-dessus de 350 tonneaux. Les grands ports de l'Angleterre réclamèrent vivement contre cette mesure. Le Ministère alors tenta d'obtenir de la Compagnie qu'elle abandonnât cette clause de son privilége. Il offrait des indemnités, mais elles contrariaient les vues et les intérêts de quelques-uns des commerçants ou des fabricants mêmes qui réclamaient la liberté du commerce. L'administration ne put parvenir à concilier ces difficultés.

Nous allons citer textuellement les faits, et les réflexions justes et profondes que le Ministère présente sur la liberté du commerce colonial.

Digitized by Google

Le sucre, *ce froment des Tropiques*, cette production capitale d'une si grande partie des domaines britanniques, est consommé avec une telle abondance, qu'il ne le cède en importance, dans l'Europe même, qu'à la consommation des plantes céréales.

En 1821, avant la réduction du droit sur la drèche, le revenu brut de ce droit était de 4 $\frac{1}{2}$ millions sterlings; tandis que les recettes brutes de la douane, sur les sucres seulement, sont de 5 millions sterlings.

Ainsi donc, en Angleterre, le seul impôt sur le sucre produit une somme presque égale à tout l'impôt territorial de la France.

On peut juger par là de quelle importance est, pour la Grande-Bretagne, la valeur d'un objet de consommation qui contribue à tel point au revenu public et au commerce de l'Empire.

Il est impossible de ne pas appliquer, au moins en idée, les principes d'un commerce libre et ceux de la culture sans restriction d'une substance si précieuse; et de ne pas en tirer la conséquence évidente que le produit et la consommation s'en accroîtraient également par l'effet d'une telle liberté. Il est vrai cependant que les conseils humains doivent être pris, moins

Digitized by Google

sur des raisons abstraites et générales, que sur l'état positif des choses, au moment et dans les lieux pour lesquels il s'agit de tirer une conclusion spéciale. Il n'y aurait aucune difficulté sur le sujet qui nous occupe, s'il s'agissait d'établir une nouvelle branche d'industrie et de commerce. Mais l'ancien ordre des choses, les priviléges, les monopoles, les restrictions ont donné aux capitaux et à l'industrie, une marche particulière; de grands frais ont été faits, des établissements considérables formés, de grands intérêts consolidés. Ce n'est qu'avec une extrême circonspection qu'on peut porter une atteinte, même indirecte et graduelle, à de semblables intérêts. Ainsi, la question n'est pas de savoir ce qu'il y a de meilleur à pratiquer, absolument parlant; mais ce qu'il y a de mieux et de possible, en prenant toutes les circonstances en considération. En un mot, nous devons regarder au prix dont il faudra payer la réforme, non moins qu'au bien qu'elle devra produire.

Quand nous pouvons, par voie d'arbitrage, indemniser les parties souffrantes par un sacrifice convenable, nous le faisons. Quand l'état des choses, quand la ténacité des parties intéressées ne permettent pas un tel arrangement, nous

Digitized by Google

devons attendre que des volontés récalcitrantes diminuent, par l'effet du temps et des institutions, et par le progrès naturel de l'état social. Tels sont les principes d'après lesquels les ministres se sont conduits, et se conduiront dans toutes les questions de cette nature.

On ne peut s'empêcher d'admirer à la fois l'étendue et la sagesse de ces vues. Combien cette modération, qui tient à tant de raisons de justice et d'humanité, et de respect pour les droits acquis, droits qui sont le fondement des prospérités sociales, combien ces rares qualités des hommes d'État ne sont-elles pas préférables au zèle inconsidéré de ces fougueux réformateurs, qui voudraient briser sans égards et sans réserve, tous les élements d'un ancien ordre de choses, pour travailler sur des décombres, et bâtir avec des débris!

Avant de terminer ce qui regarde le commerce colonial, l'historien de l'Administration présente diverses raisons pour justifier le Ministère britannique, sur deux chefs d'accusation.

1°. D'avoir permis aux citoyens des États-Unis, de faire un commerce direct et libre avec les Indes orientales, long-temps avant que ce commerce fût permis à d'autres sujets britanni-

Digitized by Google

ques, qu'aux agents de la compagnie des Indes. 2°. De ne pas permettre à tous les Anglais, d'acheter les thés de la Chine; tandis que les Américains en ont la faculté.

Le commerce que font les Américains avec l'Inde britannique est avantageux à l'Inde et à l'Angleterre. Les progrès de la culture dans l'Inde augmentent, en proportion, les demandes des Indiens sur le marché britannique; et les marchands anglais en retirent un bénéfice. Tandis que l'Inde n'était qu'une factorerie fermée, sa consommation n'était que celle d'une factorerie. Elle commence à consommer beaucoup, parce qu'elle est approvisionnée à meilleur marché, grâce aux effets de la concurrence, et parce que la production est encouragée chez elle, grâce aux demandes du commerce extérieur.

Quant au commerce de l'Amérique avec la Chine, voici ce qu'il est en réalité. D'après les comptes officiels du gouvernement de l'Union, le commerce de l'Amérique avec la Chine ne surpasse pas une valeur de ( 3,111,951 dollars ) ou. . . . . 700,200 liv. st.

Or la totalité des importations de la Chine en Angleterre s'élève à. . . . . 3,600,000

Digitized by Google

C'est-à-dire qu'elles surpassent le *quintuple* des importations américaines.

Si des 700,200 liv. sterl. qui représentent les achats de ce dernier commerce, on ôte la consommation probable des habitants des Etats-Unis, on voit combien faible doit être la valeur de ce qui reste pour transporter en Europe. Ainsi la concurrence de l'Amérique avec l'Angleterre, relativement au commerce des thés, est nulle sur le continent européen.

Les deux états suivants font connaître la valeur comparative du commerce de l'Angleterre et des Etats-Unis avec les différentes nations. Tous les deux sont tirés des documents officiels fournis par les gouvernements respectifs des deux contrées.

## I.

TABLEAU *comparatif des Exportations britanniques et américaines, aux principaux Ports et Places de l'Europe, pour l'année* 1821.

| | Exportations britanniques. | Exportations américaines. |
|---|---|---|
| Germanie..... | 9,894,108 l. st. | 479,822 l. st. |
| Russie..... | 3,668,383 | 191,501 |
| Suède..... | 125,586 | 48,865 |

Digitized by Google

| | Exportations britanniques. | Exportations américaines. |
|---|---|---|
| Report..... | 13,688,077 l. st. | 720,188 l. st. |
| Danemarck..... | 308,575 | 118,373 |
| Hollande..... | 2,047,612 | 831,196 |
| France..... | 1,162,756 | 1,468,925 |
| Espagne..... | 666,912 | 149,222 |
| Portugal..... | 1,824,904 | 33,253 |
| Italie..... | 3,767,621 | 247,425 |
| Turquie et Levant.. | 962,746 | 148,523 |
| Malte..... | 528,452 | *Voy.* Italie. |
| Gibraltar..... | 1,765,962 | 330,692 |
| TOTAL..... | 26,722,597 | 4,047,797 |

## II.

TABLEAU *comparatif des Exportations britanniques et américaines, aux principaux Ports et Places de l'univers, l'Europe exceptée, pour l'année* 1821.

| | Exportations britanniques, produits nationaux et étrangers. | Exportations américaines, produits nationaux et étrangers. |
|---|---|---|
| Indes orientales et Chine..... | 3,272,817 l. st. | 1,795,322 l. st. |
| Nouvelle-Hollande. | 118,086 | 16,066 |
| Cap de Bonne-Espérance..... | 256,464 | 3,367 |

Digitized by Google

| | Exportations britanniques, produits nationaux et étrangers. | Exportations américaines, produits nationaux et étrangers. |
|---|---|---|
| Report..... | 3,647,367 l. st. | 1,814,755 l. st. |
| Autres parties de l'Afrique..... | 309,586 | 28,505 |
| Colonies britanniques dans l'Amérique du nord. | 1,676,316 | 452,203 |
| Indes occidentales britanniques..... | 4,347,042 | 59,647 |
| Indes occidentales étrangères..... | 1,257,049 | 2,526,004 |
| Brésil..... | 2,278,468 | 310,896 |
| Colonies espagnoles et autres, sur le continent d'Amérique..... | 917,916 | 235,490 |
| Total..... | 14,433,744 | 5,425,500 |

Ces deux états ne comprennent pas le commerce entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. En outre, dans la première table, le commerce extérieur de la Grande-Bretagne est pris sans compter le commerce avec l'Irlande.

Si l'on examine la seconde table, on sera frappé du grand accroissement du commerce de transport effectué par les Américains. L'appro-

Digitized by Google

visionnement de Saint-Domingue, de Cuba, des Indes occidentales hollandaises, suédoises, espagnoles, est tombé maintenant presqu'en totalité dans les mains des navigateurs de l'Union américaine.

Indubitablement, dit l'historien du Ministère britannique, la mer est ouverte aux deux nations. Il n'y a *nulle* disposition de la part de l'Angleterre à s'approprier ce grand chemin de l'univers (*High way of the world*). Mais, dans un commerce de transport, ainsi libre à toutes les nations, c'est le devoir de la Grande-Bretagne d'employer tous ses efforts pour y participer. Si les lois publiées dans la dernière session du Parlement, ne sont pas contrariées dans leurs effets, par une jalousie déraisonnable, elles atteindront ce but. Mais rien ne peut contribuer plus directement à notre participation dans ce commerce, que le bill admirable présenté au Parlement par le vice-président du Bureau de commerce. Agrandir le système de transit et d'entrepôt, ouvrir les ports de la Grande-Bretagne, et les rendre le *dépôt*, l'*emporium*, le *marché* des produits étrangers de toute espèce; donner de la sorte à nos négociants le moyen de prendre les chargements

Digitized by Google

les mieux assortis, et d'employer les armateurs britanniques pour transporter les produits étrangers, des ports de la mère patrie, chez toutes les autres nations; ces moyens doivent étendre beaucoup la navigation et le commerce général de l'Angleterre. Ils doivent en particulier donner à cette puissance une part abondante dans le commerce des Indes occidentales étrangères, que possède aujourd'hui, presque en entier, la marine marchande des Etats-Unis.

Il me semble qu'au simple aperçu de ces faits et de ces observations, de ces vues et de ces mesures, nous devons entrevoir une foule d'améliorations possibles, pour le bien-être et pour la richesse de nos propres colonies; ainsi que pour la restauration de notre commerce extérieur, si languissant encore malgré sept années de la paix la plus profonde, entre la France et les autres nations. Mais il faut, pour cela, que le commerce de la France ne soit pas privé de ce bienfait inestimable de la paix. Jamais un tel bienfait ne fut plus nécessaire à notre industrie; surtout pour la concurrence que nous soutenons avec tant de peine, à l'extérieur, contre les Américains et surtout contre les Anglais.

Digitized by Google

## CHAPITRE VI.

### *Relations commerciales.*

Sous le titre de relations extérieures (*Foreign Relations*), l'historien du Ministère britannique traite à la fois des relations politiques et des relations commerciales. Malgré tout l'attrait que la première partie d'un tel sujet pourrait offrir en ce moment au lecteur, je crois devoir m'abstenir de l'aborder. Ce n'est point pour cacher ma pensée, qui se prononce fortement en faveur de la paix et de la concorde, entre tous les peuples civilisés: quelles que soient les nuances et les diversités de leurs institutions. Mais je veux être fidèle à la condition que je me suis imposée, d'éloigner de cet examen toute discussion politique, pour ne traiter que des sujets d'utilité constante et générale, qui ne puissent enflammer les passions des hommes et qui tournent à l'avantage de toutes les classes de

Digitized by Google

citoyens. Laissons donc de côté ce qui regarde les relations politiques extérieures de la Grande-Bretagne, pour nous occuper uniquement des relations commerciales.

Quoique l'Angleterre interdise à la Marine russe l'issue de la mer Noire, et toute prépondérance dans la Méditerranée; quoiqu'elle ait fait subir à la Russie les *désappointements* diplomatiques les plus piquants, en arrêtant l'essor que cette puissance espérait prendre à petit bruit, pour envahir quelques contrées de la Turquie d'Europe, la nation moscovite et la nation britannique continuent de commercer amicalement: mais sans traité de commerce.

Nous n'avons pas voulu faire de semblables traités avec la Russie, non plus qu'avec la France, ni les Pays-Bas, ni la Germanie, dit l'historien du Ministère britannique; parce que nous n'avons pas voulu donner à notre diplomatie, *l'air* de poursuivre uniquement des avantages commerciaux.

Il ajoute avec raison : la tenace adhérence de nos propres marchands et de nos manufacturiers, à leurs priviléges exclusifs, rend d'ailleurs presque impossible de demander une plus grande liberté de commerce aux puissances étrangères.



Digitized by Google

En 1822, le Parlement a rapporté la partie de l'Acte de navigation, qui mettait la Russie sur le même pied que les nations étrangères à l'Europe, et qui, comme telles, ne pouvaient importer dans la Grande-Bretagne, que les produits de leurs propres contrées. L'historien britannique aurait pu dire en outre que cet acte de générosité fut produit après que des enquêtes parlementaires, très profondes et très lumineuses, eurent démontré jusqu'à l'évidence, qu'une telle innovation ne donnerait à peu près *aucun* avantage réel aux navigateurs moscovites.

En Allemagne, des lois prohibitives ont frappé plusieurs produits de l'industrie britannique. L'Angleterre n'a pas réclamé contre ces lois, que la contrebande se chargera de rendre inexécutables. Les Anglais portent, à présent même, pour 255 millions de francs de marchandises, dans l'intérieur de l'Allemagne. Plusieurs Etats germaniques tirent une partie de leur revenu, du transit de ces marchandises; ils ont par conséquent un intérêt direct à l'accroissement des ventes faites par l'Angleterre.

Malgré l'abolition presque totale du commerce des grains, le commerce général entre

Digitized by Google

la Prusse et la Grande-Bretagne, s'est augmenté d'un tiers depuis quatre ans.

Il est assez curieux de voir dans la même page (p. 173) le diplomate britannique assurer que le commerce de l'Angleterre augmente avec le Royaume *Neerlandais*, et reste stationnaire avec la *Flandre* et la *Hollande* : c'est probablement une faute d'attention.

Le trafic de la Grande-Bretagne avec le Danemarck, prospère, depuis l'abolition du droit sur les bois; avec la Suède, il décline, depuis que les fers britanniques remplacent, dans les trois royaumes, l'usage des fers de Suède.

Le cabinet de Saint-James, tout en se plaignant des droits nouveaux imposés par le Portugal sur les lainages britanniques, caresse cette puissance qui, se guidant d'après une politique commerciale bien différente de celle que l'Espagne a suivie, ouvrit la première aux Anglais, non-seulement ses ports européens, mais ses ports d'Amérique.

Les relations commerciales de l'Angleterre et des Etats-Unis deviennent, comme nous l'avons observé déjà, de plus en plus étendues, de plus en plus avantageuses aux deux contrées: surtout dans les rapports qui concernent les



Digitized by Google

Etats-Unis et les colonies britanniques des Indes occidentales.

Par le traité de 1814, les ports de Calcutta, de Madras et de Bombay, furent ouverts aux Américains.

Le commerce de l'Angleterre avec les Etats du sud de l'Amérique, est aussi dans une situation prospère; quoique la Grande-Bretagne n'ait pas officiellement reconnu l'indépendance de ces Etats.

Le diplomate britannique explique pour quels motifs apparents le cabinet de Saint-James n'a pas cru devoir *encore* reconnaître, *en termes exprès*, une indépendance qui, dit-il, existe *indisputablement* en *fait*.

Par le nouvel acte de navigation, un commerce libre est permis entre l'Angleterre et les Etats du sud de l'Amérique : ces Etats sont traités, à tous égards, comme des *colonies amies*. Ainsi, les factieux, les révoltés, les rebelles de l'Amérique du sud (pour employer les expressions consacrées sur le continent européen), sont considérés et traités *commercialement*, sur le pied de colonies amies, par le cabinet de Saint-James; et les Grecs ne l'avaient pas été jusqu'à ce jour!

Digitized by Google

Par la plus ingénieuse de toutes les fictions, pourvu que les Etats qui brisent le joug de la dépendance espagnole, aient à bord de leurs navires un pavillon de la vieille Espagne, cela suffit pour légaliser leur commerce avec la Grande-Bretagne.

Il serait curieux de savoir si, naguère, il aurait suffi que les Grecs eussent en magasin sur leurs navires, afin de les hisser dans l'occasion, des pavillons d'Alger, de Constantinople et de Tunis, pour être reçus dans les ports des Sept-Isles de Malthe, de Gibraltar et de l'Angleterre.

Depuis l'époque encore si rapprochée, où parut l'exposé ministériel qui fait l'objet de cet examen, le système commercial de l'Angleterre, par rapport à la Grèce, semble complètement changé. La Grande-Bretagne favorisait la Marine ottomane, elle favorise la Marine des Hellènes; elle en accueille les navires marchands, et reconnaît pour ses propres navires de commerce, les blocus déclarés par les flottes des insulaires de l'Archipel. Les destins de la force navale et de la force commerciale de la Grèce, sont changés par ce seul fait. Le triomphe de l'Hellènie est assuré.

Digitized by Google

## CHAPITRE VII.

*Administration intérieure.*

Dans l'exposé des actes du Ministère britannique, durant l'année 1822, on divise les objets qui se rapportent à l'Administration intérieure en quatre sections principales :

1°. De l'état actuel de l'intérieur, quant à son administration ;

2°. Du budget des dépenses qui seront nécessaires pour le service de l'année 1823 ;

3°. Des réductions dans les dépenses du Gouvernement, et du soulagement qu'il sera possible d'apporter aux charges du peuple, par de nouvelles remises d'impôts ;

4°. Des mesures qui sont en exécution, pour consolider et pour améliorer les ressources nationales, ainsi que pour augmenter le bien-être général de la nation.

Quant à l'état actuel de l'intérieur, la situation de l'Irlande est l'objet qui appelle le plus

Digitized by Google

sérieusement l'attention du Ministère britannique.

Il a fallu renouveler la loi martiale, connue sous le nom d'*Acte d'insurrection*. Les circonstances les plus malheureuses semblent réunies pour aggraver la situation déplorable de l'Irlande : la famine, et le relâchement d'une police qui doit être toujours (dit l'historien du Ministère) plus vigoureuse et plus active dans une contrée dont les paysans sont imparfaitement civilisés. C'est à l'époque défavorable dont nous parlons, qu'a commencé la nouvelle Administration de l'Irlande.

Heureusement, dit toujours l'écrivain du Ministère, heureusement les attentats et les outrages commis dans ce royaume, n'étaient pas d'une nature politique. Ils étaient excités par l'indigence, et dirigés *contre la propriété en général*. Ce n'était pas plus contre les taxes, et même contre les dîmes, que contre les rentes patrimoniales qu'était dirigée la fureur du peuple. Les taxes, ajoute-t-il, étaient un effet *presque* étranger à ces désordres. La force impulsive qui faisait naître les troubles, c'était la faim ; c'était une cruelle famine, dont la cause immédiate était dans la disette d'un produit qui forme

Digitized by Google

à peu près la seule nourriture des paysans (les pommes-de-terre).

Quelles qu'aient été les causes, les effets furent épouvantables. Voici par quelles mesures on tenta d'y remédier. On essaya d'un nouveau système administratif. On permit au clergé de vendre ou d'affermer la dîme; afin de ne plus laisser peser sur les ministres du culte, la haine qui s'attache toujours à celui qui perçoit directement un impôt de cette nature. Enfin, on abolit la taxe des portes et fenêtres.

L'Administration intérieure de l'Irlande avait été assimilée à celle de l'Angleterre. Mais l'état si différent des deux royaumes, avait toujours nécessité de grandes différences dans leurs magistratures analogues. En Angleterre, l'Administration est nécessairement gratuite dans ses premiers degrés; c'est à cela même qu'elle doit son importance et sa haute considération. Cependant il faut qu'on puisse trouver, dans un pays, des hommes assez riches, assez indépendants par leur position, pour être au-dessus de toutes les tentations d'abus et de fourberies, qui stimulent si malheureusement les fonctionnaires chargés d'un pouvoir à l'aide duquel ils pourraient satisfaire d'impérieux besoins. Il faut qu'on

Digitized by Google

puisse trouver des hommes qui réunissent assez d'éducation, d'instruction, et même, à plusieurs égards, d'habitudes judiciaires, pour interpréter les lois en première instance, et pour les appliquer dans la juridiction qui leur est confiée, sans tomber dans les fâcheuses erreurs que produit si souvent l'ignorance. En Angleterre, depuis plus d'un siècle, une classe de bourgeoisie (gentry) possède ces qualités; elle s'est formée et perpétuée, même dans les provinces les plus reculées. Il n'y a donc jamais de difficultés, en Angleterre, pour fournir aux magistratures locales, des sujets dignes de les remplir.

L'Irlande est à cet égard dans une position beaucoup moins heureuse. La grande, la principale infortune de l'Irlande, vient de ce qu'elle n'a pas une bourgeoisie résidente; ses propriétaires fonciers, s'ils habitaient dans leurs possessions, feraient probablement exécuter les lois avec autant d'intelligence, d'affection et de connaissances locales, que les magistrats d'Angleterre.

Ainsi le Ministère de la Grande-Bretagne n'a pas pu se procurer, pour administrer l'Irlande, une meilleure magistrature que celle qu'il est possible de tirer d'une population composée en

Digitized by Google

si grande partie de facteurs et de subalternes. L'expérience a prouvé qu'une telle magistrature est insuffisante, et n'offre au gouvernement aucune garantie : telle est l'origine du nouveau système d'administration intérieure de l'Irlande.

Arrêtons-nous un moment sur les aveux du Ministère britannique.

Ce Ministère avoue qu'il n'y a plus de propriétaires territoriaux qui résident en Irlande. Il déplore ce mal qui ruine le pays. Il est réduit à convenir que l'absence des citoyens qui réunissent le plus de lumières à la plus grande indépendance sous le point de vue de la fortune, ne laisse aucun moyen de former un bon corps de magistrature locale, pour administrer le pays. Mais à qui l'Irlande doit-elle ces maux ? A l'Angleterre.

L'Irlandais noble et riche, qui jouissait au milieu de ses vassaux et de ses tenanciers, d'une haute considération, savait s'en faire aimer par des bienfaits. Maintenant qu'il possède encore toutes les belles propriétés de son pays, n'a-t-il plus rien au fond du cœur qui lui fasse aimer sa terre natale, dont les trésors et les souvenirs font sa gloire et sa fortune ! Loin de là ! car l'oubli de pareils sentiments n'est point dans la

Digitized by Google

nature. Mais, depuis vingt années, un changement total dans les lois du royaume, agit contre cet amour de la patrie, au sein de toutes les grandes familles irlandaises, en transportant de l'Hibernie à la Grande-Bretagne, la source des honneurs, de l'illustration politique, et de l'influence législative. Quand l'Irlande avait un Parlement, c'est à Dublin que les familles puissantes étaient appelées, pour soutenir les droits généraux du pays, et les droits spéciaux de leurs provinces respectives; c'est là que les attiraient leur ambition et leur patriotisme. Depuis 1800, le Parlement irlandais n'existe plus. On l'a détruit pour en faire passer une faible partie dans le Parlement de la Grande-Bretagne. Un pair d'Irlande n'est plus, par le droit de sa naissance, un membre de la Chambre supérieure du Parlement. Il faut qu'il vienne à la cour, et qu'il rampe avec assiduité, devant le prince ou devant les ministres, pour arriver à la plus haute des distinctions politiques. La même cause, l'ambition, attire à Londres tous les gentilshommes, tous les bourgeois opulents qui soupirent après des titres, des honneurs et des emplois. L'Irlande est ainsi privée de ses propriétaires. Les revenus fonciers passent donc tous en Angle-

Digitized by Google

terre. Ils contribuent à l'aisance de ce royaume; mais, en même temps, ils achèvent la ruine de la malheureuse Hibernie.

Maintenant, reprenons le fil des mesures suivies pour remédier aux maux dont nous venons d'indiquer une des causes principales.

Dans ce triste état des choses, dit l'historien du Ministère, les crimes se sont à tel point multipliés, les criminels ont été soutenus par des confédérations si redoutables, qu'il est devenu nécessaire d'appliquer un principe plus vigoureux que celui d'une Administration ordinaire et gratuite. Il eût été déraisonnable d'espérer que des constables de paroisse et de simples bourgmestres oseraient encourir des périls que tant de magistrats plus élevés jugeaient prudent d'éviter pour eux-mêmes. Il était indispensable de payer un service aussi pénible, aussi dangereux. La loi passée à cet effet, au sujet des constables, produit maintenant des effets avantageux. Autant que l'expérience a pu le démontrer, cet acte a donné déjà les résultats les plus favorables. Grâce à l'activité des officiers ainsi nommés, le feu de la rebellion s'est partout éteint presqu'au moment où il a commencé d'éclater.

La libéralité sans exemple (*unexampled*) de

Digitized by Google

l'Angleterre, dans ses souscriptions volontaires en faveur des Irlandais, a soulagé beaucoup leurs souffrances ; elle a fait naître un esprit d'amitié et de reconnaissance qui contribuera puissamment à ramener la paix publique.

Le Ministère se loue avec complaisance, de la loi qu'il a portée sur les dîmes. Sans doute cette loi vaut mieux que l'ancien ordre de choses. Mais une source fatale de haine et de mécontentements, qu'il passe sous silence, c'est qu'en Irlande, sur la plus grande partie du territoire, les dîmes sont perçues pour une poignée d'anglicans, aux dépens de l'innombrable population des catholiques dans le sud, et des presbytériens dans le nord. Ces dîmes iniques, imposées par droit de conquête et de spoliation, le Ministère britannique les déclare *des droits inaliénables*. C'est sur quoi l'avenir prononcera.

L'historien de ce Ministère assure que la suppression de l'impôt sur les portes et sur les fenêtres, a fait beaucoup de *plaisir* aux Irlandais. Il en ferait probablement autant aux Anglais et à quelques autres peuples.

L'Angleterre et l'Ecosse présentent un spectacle de prospérité qui contraste fortement avec les malheurs de l'Irlande. Jamais dans ces deux

Digitized by Google

royaumes, depuis cinquante ans, la tranquillité, le bon ordre n'ont été si bien rétablis. Jamais des taxes immenses n'ont été perçues, dit l'écrivain du Ministère, en pesant *aussi peu* sur le peuple. Jamais toutes les classes de la population n'ont été si pleinement employées.

Si l'on réfléchit combien vaste est le revenu public, combien grande est la portion de ce revenu (714 millions de francs), qui, sous la forme de droits indirects, est prélevée dans une foule de lieux, par un nombre incalculable de mains, on devra penser que l'intervention de la loi doit être fréquemment nécessaire pour prévenir ou poursuivre les fraudes et les contraventions. C'est le contraire qui a lieu.

De 1817 à 1822, le nombre des procès intentés par l'excise, a diminué de près des deux tiers. Le nombre de ces procès était :

| | | |
|---|---|---|
| En 1817, | de | 461. |
| En 1819, | | 220. |
| En 1821, | | 186. |

Pourquoi l'écrivain ministériel n'ajoute-t-il pas ces mots : Il y avait *famine* en 1817?

Il n'y a pas eu de procès pour la collection des taxes dites *assessed taxes*; ce qui prouve,

Digitized by Google

dit l'écrivain du Ministère, combien le peuple anglais peut porter *à son aise* les impôts dont il est chargé. En vérité c'eût été dommage de ne pas imposer ce robuste peuple britannique, à 1400 millions de francs par année, pour montrer ce que 20 millions d'hommes peuvent porter *à leur aise*, et sans s'apercevoir d'un fardeau posé sur leur bât avec tant de dextérité! Le Ministère anglais devait ce grand exemple aux nations qui sont encore à charger.

Pour ne pas cesser d'être équitables, citons maintenant, dans leur entier, des observations ministérielles très dignes de remarque, sur la proportion des impôts de diverse nature.

A l'exception des taxes assises que les ministres désirent ardemment d'abolir, il est presque impossible d'indiquer aucune taxe difficilement payée, ou dont le montant nuise à la prospérité (1) du commerce et des manufactures qu'elle concerne. Sans doute des taxes qui portent sur les marchands, quelqu'en soit le taux, retombent sur un capital productif. Elles influent doubles-

(1) On conçoit qu'une telle assertion est beaucoup trop générale, même pour l'état actuel des choses en Angleterre.

Digitized by Google

nent sur le commerce; elles exigent un plus grand capital, pour faire le même trafic ou pour confectionner la même quantité de produits; elles renchérissent les objets, et par conséquent diminuent la consommation. Il n'est pas moins évident que, par un choix judicieux et par la réduction des taxes à des taux modérés, ces effets nécessaires *ne s'élèveront pas à un si haut degré*, qu'ils ne soient bien compensés en faveur de l'État, par la valeur et par la nécessité du montant de la taxe (1). Dans tous les impôts, voilà la véritable question; voilà le véritable principe. Le résultat général des taxes est de produire de semblables effets. Par conséquent il ne pourrait pas y avoir de taxes, si c'était une objection suffisante pour en prévenir l'établissement, que le renchérissement des prix du vendeur et que l'accroissement des dépenses de l'acheteur. La seule question est, non pas si quelque taxe produit un tel effet, mais si cet effet est produit au point d'interrompre ou d'empêcher les progrès du commerce et de la production des objets imposés; en causant plus

(1) Ceci pourrait être plus clair, mais laisse entrevoir la pensée du Ministère.

Digitized by Google

de mal aux marchands et aux fabricants que de bénéfice au revenu public. Voilà ce que doit enseigner l'expérience. La branche de commerce ou de manufacture dont il s'agit, continue telle? La consommation des objets imposés s'accroît-elle avec la richesse et la population du pays? Si la réponse à ces questions est affirmative, il est évident que l'impôt n'affecte ni la propriété du producteur et du vendeur, ni le bien-être et les *comforts* de l'acheteur. Il est évident que le premier peut continuer de produire et de vendre avec bénéfice; tandis que les objets de nécessité, comme ceux d'agrément et d'aisance, sont encore à la portée de la même classe de consommateurs, qu'avant l'établissement ou l'accroissement de la taxe.

### *Dépenses de* 1823.

Passons au budget des dépenses de l'année qui vient de commencer. Suivant la division accoutumée des finances britanniques, ce budget se compose de quatre parties principales, qui se rapportent à l'Armée, à la Marine, au Département de l'Ordonnance lequel comprend l'artillerie et le génie, enfin aux services divers,



Digitized by Google

lesquels comprennent toutes les dépenses des services civils.

L'économie de 51 millions de francs opérée en 1822, sur ces quatre divisions des dépenses, résultait d'une diminution des approvisionnements de toute espèce, et des réductions faites dans les charges du service administratif.

La mesure adoptée récemment pour convertir en annuités de 45 ans, les pensions viagères, influera nécessairement sur le total des budgets de l'Armée, de la Marine et de l'Ordonnance.

*Marine.*

En 1822, les dépenses votées pour la Marine s'élevaient, en livres sterlings, à . . 5,497,000
Ce qui est au-dessous des dépenses
de 1821, d'environ . . . . . 900,000
Et ce qui présente un demi million sterling d'économie, sur la somme estimée par le comité des finances de 1817, comme devant être le total des dépenses de l'année 1822.

Le Ministère, en poursuivant la route dans laquelle il est entré, espère parvenir à réduire encore les dépenses de la Marine.

Malgré toutes ses économies, l'Administration britannique consacre encore à sa Marine, 140

Digitized by Google

millions de francs, tandis que nous ne consacrons que 55 millions de francs au même service. L'Angleterre peut donc, dans l'état actuel des choses, entretenir une marine qui soit plus que double de la nôtre, en force matérielle et personnelle.

Dans le budget de 1822, on remarque une somme de 8,160,000 (1) francs, affectée aux pensions des externes de l'hôpital des marins, à Greenwich. A l'avenir, cette somme sera comprise dans le budget de la Marine, au lieu de former un article séparé : on espère que cette dépense diminuera considérablement.

Pour juger du mérite de l'Administration britannique, au sujet de la Marine, il faut porter notre attention, et sur l'économie financière effectuée, et sur l'état même d'une force navale maintenue malgré de pareilles réductions.

Au commencement de la première guerre contre la France, M. Pitt regretta souvent que la précipitation irréfléchie et mal calculée des économies opérées depuis la paix générale, eussent réduit le matériel et le personnel de la

(1) 320,000 liv. sterl.



Digitized by Google

Marine et de l'Armée, au point qu'à l'époque de la déclaration de guerre, en 1793, il fallut presque tout créer de nouveau. Les amis intimes de M. Pitt savent très bien, ajoute l'historien du Ministère, qu'il imputait la langueur avec laquelle l'Angleterre opéra, dans les premières années de la guerre, à cet affaiblissement antérieur de tous les moyens d'attaque et de défense.

Vu l'état où se trouve aujourd'hui la marine britannique, on doit penser que l'Angleterre ne saurait tomber à l'avenir dans une semblable impuissance. Des flottes entières sont à couvert dans les bassins, prêtes à s'élancer au moment d'un besoin immédiat. Le matériel de la Marine est encore trois fois plus considérable qu'au commencement des guerres contre la révolution française. Il consiste en vaisseaux de toutes les classes, en bâtiments de tous les rangs inférieurs, construits suivant un système si perfectionné, qu'il ajoute à la force disponible, et produit en définitive une économie dans la construction et dans l'entretien des navires.

Dans un ouvrage français publié récemment, et qui jouit d'une réputation bien méritée, dit l'historien du Ministère britannique, on établit avec justice que nos arsenaux militaires présen-

Digitized by Google

tent la perfection même des travaux de mécanique et d'architecture navale.

Quant aux vaisseaux considérés sous le point de vue de l'architecture navale, l'opinion de l'auteur des *Voyages dans la Grande-Bretagne*, n'est pas précisément telle que l'historien du Ministère britannique la rapporte : c'est un devoir pour nous de la reproduire en entier.

*Force navale*, tom. 2, p. 138. « Les formes des vaisseaux anglais, surtout celles de la carène, considérées sous le point de vue de la continuité, et dans les parties qui se rapportent à la science proprement dite, sont encore fort *imparfaites*. (1).

« Mais si l'on considère les vaisseaux anglais, abstraction faite de leurs formes générales, on leur reconnaît une foule de qualités brillantes, qui en font des édifices militaires puissants pour l'attaque et surtout pour la défense. »

L'auteur des Voyages dans la Grande-Bre-

(1) Les causes de cette imperfection, qu'il est facile d'expliquer (d'après l'absence presque totale d'instruction des anciens constructeurs anglais), sont exposées avec une candeur bien rare par les commissaires de révision des affaires civiles de la marine, 3e Rapport 5e partie.

Digitized by Google

tagne explique ensuite les améliorations nombreuses introduites depuis quelques années, par les Anglais, dans toutes les parties de leur architecture navale militaire; puis il ajoute :

« Les vaisseaux anglais, avec tous les perfectionnements que nous venons de faire connaître, l'emportent aujourd'hui sur les vaisseaux français, 1° comme édifices solides, durables et d'une forme presque inaltérable; 2° comme édifices militaires, n'ayant plus de points faibles, et pouvant, dans le même espace, déployer une masse de feux beaucoup plus considérable, et néanmoins manœuvrer plus à l'aise cette artillerie multipliée; 3° comme édifices habitables. On a banni de ces vaisseaux le bizarre mélange des ornements mesquins et recherchés, d'une décoration casanière, propre seulement à dégrader les beautés austères de l'architecture navale. On a banni tous ces raffinements du mauvais goût, raffinements qui toujours sont du plus pauvre effet, et qui, néanmoins, donnant à l'extérieur un air de luxe et de magnificence, invitent les marins à déployer dans l'intérieur, un luxe plus grand encore; enfin, qui dénaturent une forteresse flottante, pour en faire un hôtel garni, maintenu à grands frais par l'Etat.

» Je viens de faire connaître les grands chan-

Digitized by Google

gements que les Anglais ont apportés dans la structure de leurs vaisseaux. J'ai présenté quelques vues, quelques réflexions à ce sujet. Je suis bien loin d'avoir épuisé la matière. Je laisse aux hommes qui ont acquis une plus longue expérience, à ceux que la nature a doués d'un esprit supérieur, le soin de peser dans leur sagesse les avantages et les inconvénients des innovations de nos rivaux. Quelle que soit notre avance, si tant est que nous en ayons sur eux, il est impossible que nous restions long-temps stationnaires, sans que ceux qui marchent sans cesse, ne finissent par nous atteindre et nous laisser en arrière. Ils améliorent, dans toutes ses parties, la structure des vaisseaux. Ils hasardent à leurs frais les plus grandes expériences. Eh bien! soyons plus réservés, s'il le faut absolument. Jouissons du fruit de leur témérité fortunée. Jouons le rôle si facile d'observateurs, de juges et d'imitateurs. Adoptons simplement ce qui leur réussit, et rejetons le reste. Nous resterons, il est vrai, toujours en arrière de nos rivaux; mais nous y resterons le moins possible. Or, c'est beaucoup, quand on n'ose pas prendre l'initiative, et marcher en première ligne.

» Les vaisseaux anglais sont aujourd'hui plus

Digitized by Google

solides que les vaisseaux français, quoique construits avec des bois de moins grandes dimensions. Le système de charpente introduit par Sir. R. Seppings, a l'immense avantage de donner à la charpente une rigidité très grande, et d'augmenter la durée des bâtiments. Nous avons fait connaître une partie des avantages de ce système, dans un mémoire présenté vers la fin de 1815, au Ministère de la marine française, sans produire alors aucun résultat; mais, bientôt après honorablement publié par la Société royale de Londres, dans les *Transactions philosophiques* ( 1re partie, 1817 ). »

» A cet égard, il est juste de remarquer un progrès très honorable dans les idées des officiers de tous les corps de la Marine française. Il y a seulement quatre ans, la majorité des officiers choisis par le Ministère, pour juger des perfectionnements dont on proposait l'adoption, se prononçait presque toujours pour en demander le rejet. Aujourd'hui la majorité se prononce ordinairement pour en demander l'adoption. Souvent même elle enhardit les auteurs des projets sur lesquels elle décide, et les engage à devenir moins timides dans l'essor qu'ils cherchent à prendre. »

Voici ce qu'a dit relativement aux arsenaux de la Marine, l'auteur de la *Force navale* :

Digitized by Google

» Les arsenaux de la Marine britannique ont acquis, depuis quelques années, une importance plus grande que celle dont ils ont jamais joui. Autrefois on construisait très peu de vaisseaux dans ces établissements : on les faisait exécuter par entreprise, dans les chantiers du commerce. Mais les inconvénients inévitables qui naissent d'un tel système, la mauvaise qualité des matières employées par les entrepreneurs, et l'imperfection de la main-d'œuvre, ont décidé par degrés le gouvernement à ne plus confier des travaux d'une telle conséquence, à des hommes dont l'industrie et le bénéfice étaient en opposition directe avec l'intérêt national. Aussi, maintenant, il n'y a pas un seul vaisseau dont la construction soit exécutée dans les chantiers du commerce.

» Par l'effet de ce système et des accroissements qu'a pris depuis trente ans, la Marine britannique, il a fallu non-seulement agrandir les arsenaux, mais y créer de nouveaux bassins, de nouvelles calles, de nouveaux ateliers, de nouvelles machines ; enfin, employer un bien plus grand nombre d'ouvriers de toutes les professions.

» L'inspecteur général Bentham a pris une grande part à ces innovations. Nous faisons

Digitized by Google

connaître ses services, en décrivant les établissements de Portsmouth.

» Depuis la retraite de ce général (en 1813), on a donné plus d'étendue encore aux arsenaux, plus de perfection aux ateliers et aux machines. L'autorité supérieure est animée d'un esprit d'amélioration qui lui fait sans cesse désirer de voir perfectionner le matériel de ces beaux établissements. Il est juste de remarquer que c'est aux administrations de lord Spencer et de l'amiral Saint-Vincent, qu'il faut rapporter ce mouvement vers un meilleur ordre de choses, imprimé comme par enchantement à toutes les branches des arts maritimes. »

Avec un système de force navale tel que celui dont on vient de donner l'idée, nous pourrions, reprend l'historien du Ministère britannique, dès le commencement d'une guerre future, déployer sur les mers une telle puissance qu'elle balayât devant elle tout ce qui tenterait de lui résister, et qu'elle détruisît ou bloquât dans les ports toutes les flottes ennemies, avant qu'elles pussent ni s'accroître ni prendre quelque force effective.

C'est aux nations maritimes à se pénétrer profondément de la vérité d'une pareille décla-

Digitized by Google

ration, et des dangers contre lesquels il leur faut se mettre en garde, pour la sûreté de leur propre existence.

Le Ministère britannique conclut avec raison qu'il a su trouver le point de la perfection, en conciliant l'économie raisonnée qui ne fait rien de superflu, avec la sage libéralité qui, dans les dépenses, n'épargne rien de nécessaire.

Avant qu'aucune proposition soit faite pour réduire davantage notre établissement naval, dit l'historien de ce Ministère, rappelons-nous quelle est à présent l'étendue de notre empire, et quels sont les intérêts actuels qui demandent la protection de notre marine. Rappelons-nous que des considérations de la plus haute importance, exigent que nous maintenions *notre supériorité* dans la Méditerranée. Aux Indes occidentales, il faut toujours tenir une force navale en état d'agir au premier signal. Nous avons à défendre le pavillon marchand de l'Angleterre et dans l'Océan atlantique et dans l'Océan pacifique. Tandis que sur la côte d'Afrique, pour empêcher le commerce des esclaves, il faut que le *service maritime* se fasse *avec une vigilance que rien n'interrompe et qu'aucune dépense n'arrête.*

Digitized by Google

Il se fait encore un commerce d'esclaves qui semblerait appeler les secours de la tendre humanité britannique. Ce c'est pas du commerce des idolâtres, et de la traite des noirs, que je veux parler. C'est du commerce des chrétiens, c'est de la traite des blancs. C'est de la traite des enfants de l'Europe, c'est de leur transport chez les musulmans d'Afrique et d'Asie. Je cherche en vain les Actes du Gouvernement anglais, portés pour arrêter les effets de cette horrible barbarie. C'est vers la France qu'il faut que je tourne mes regards, pour trouver le modèle unique de cette générosité.

On a publié dans toute l'Europe le succès des démarches de la diplomatie britannique, auprès du Divan, pour faire respecter les colonnes du temple de Thésée, quand les Osmanlis reprendraient Athènes. On a cherché vainement le succès de semblables démarches, pour empêcher que les descendants d'Omar ne massacrassent des humains, quand ils reprendraient les forts, les cités et les îles de la Grèce. Les croiseurs britanniques explorent à grands frais et avec une infatigable activité, la côte océanique du continent africain, pour arrêter les navires européens qui conduisent des noirs en esclavage. Des croiseurs

Digitized by Google

britanniques n'explorent pas les côtes de la Turquie, pour arrêter les bâtiments qui conduisent des blancs en esclavage. C'est au rejeton de Saint-Louis, du héros qui mourut captif pour rester fidèle au culte de ses ancêtres, qu'était réservée la gloire d'interdire le premier, à des navigateurs chrétiens, de transporter, pour des Osmanlis, les femmes et les enfants asservis qu'on fait passer des libertés du christianisme aux chaînes de l'islamisme. Honneur à cet acte de la France; honte à tous les États qui n'en imiteront pas le magnanime exemple (1).

Enfants de la Grèce, poursuivez, en dépit de tous les obstacles, votre régénération glorieuse. Les peuples vous abandonnent, dites-vous? La croix même du Dieu qui souffrit la mort pour le salut des humains, n'appelle plus la compassion des États pour les malheurs de votre nation et pour les persécutions de votre croyance! Pensez-vous donc que les peuples conquièrent par autrui l'indépendance de leur propre terri-

(1) Voyez dans le Moniteur du 24 janvier 1823, l'Ordonnance du 18 de ce mois, contresignée par le Ministre de la Marine et des Colonies, M^is de Clermont-Tonnerre.

Digitized by Google

toire, et les libertés sacrées de leur religion? Croiriez-vous qu'ils pourraient s'élever aux triomphes de la gloire, par les secours de la pitié, et par les vœux de la commisération? Non; vous ne pouvez, vous ne devez compter que sur vous seuls; et c'est la fortune elle-même qui vous a placés dans votre situation, que d'autres appelleraient malheureuse, et que j'appelle fortunée. Si vous réussissez : l'indépendance, les lois, l'industrie, et la richesse qui conviennent à la civilisation des peuples chrétiens; si vous succombez : la mort, ou les fers, la misère et l'abrutissement; voilà votre alternative. C'est elle qui fera votre triomphe.

La libération des Grecs ou leur asservissement, aura sur la force navale et sur la force commerciale de la Grande-Bretagne, des conséquences de la plus haute importance. Mais nous ne voulons pas en présenter ici le tableau.

*Armée.*

Le budget des dépenses de l'armée britannique s'élevait :

| | | |
|---|---|---|
| En 1821 à | 8,736,092 | l. st. |
| En 1822 à | 7,748,346 | |
| Economie. | 987,746 | |

Digitized by Google

C'est environ 25 millions de francs d'économie, dans le cours d'une seule année.

Les évènements de l'Irlande ont rendu nécessaire d'ajouter au budget de 1822, la somme de 350,000 liv. sterl., et la longue durée de ces troubles civils a probablement obligé d'excéder ce dernier crédit. Mais il paraît que ce crédit ne sera plus nécessaire à demander pour 1823. Peut-être sera-t-il possible de diminuer encore de quelque chose, le total des dépenses militaires dans le cours de la nouvelle année.

En 1822, la réduction dans l'effectif de l'armée, s'est élevée à 12,000 hommes. Le système qu'on a suivi pour opérer cette réduction est digne de remarque.

On avait proposé trois moyens : 1° de supprimer des régiments entiers ; 2° de diminuer le nombre des hommes sans toucher aux cadres; 3° de diminuer le nombre des compagnies dans chaque corps. C'est ce dernier mode qu'on a préféré, comme le plus économique. On a pensé que les compagnies conservées dans chaque régiment, restant intactes avec les mêmes officiers et les mêmes soldats, la force militaire était mieux conservée et plus en état d'agir au besoin. Enfin ce système offrait des avantages

Digitized by Google

particuliers de régularité, pour la rotation du service par corps, entre les stations et les garnisons de la métropole et des colonies.

*Ordonnance.*

Le département de l'Ordonnance présentait, en 1822, une augmentation de dépenses égale à 105,000 livres sterlings : ce qui portait le budget de ce département, à 1,200,000 livres sterlings. L'augmentation n'était qu'apparente.

Chaque année, le département de l'Ordonnance vend toutes les parties de son matériel, qui se trouvent hors de service. Le produit de ces ventes est ajouté aux sommes accordées par le budget pour les dépenses annuelles. Dans les premières années où l'on réduit ce service, pour le faire passer du pied de guerre au pied de paix ; le produit de semblables ventes fournit des sommes considérables, qui diminuent ensuite tout à coup : c'est ce qui a eu lieu dans les dernières années.

En 1821, la vente du matériel inutile s'élevait, pour le département de l'Ordonnance, à (*livres sterlings*) . . . . . 232,000
En 1822, à . . . . . 44,000
Différence . . . . . 188,000

Digitized by Google

Ainsi donc, à 12,000 livres sterlings près, la dépense réelle du département de l'Ordonnance est restée la même en 1821 qu'en 1822.

*Services civils.*

Le budget des dépenses, pour cette espèce de service, s'élevait

| | |
|---|---|
| en 1821 à . . . . . | 1,893,336 liv. st. |
| en 1822 . . . . . | 1,700,000 |
| Économie . . . . . | 193,336 |

En Angleterre, cette partie des dépenses publiques est toujours variable. Par conséquent on ne peut rien statuer à l'avance sur les économies futures dont elle doit être l'objet.

L'historien du Ministère britannique passe en revue les divers avantages qu'il sera possible de produire par la réduction probable des impôts. Il convient de bonne foi que les observations qu'il va présenter sont très conjecturales. Si le Parlement, dit-il, se résout à maintenir avec fermeté le système si avantageusement établi dans les dernières sessions, il est permis d'espérer que, par les réductions opérées sur les dépenses et dont nous venons de donner l'idée, ainsi que par la prospérité croissante du



Digitized by Google

revenu public, les ministres seront en état de diminuer encore les impôts de 25 ½ millions de francs.

Voici du moins comment semble devoir s'opérer cette réduction :

| | |
|---|---|
| Hôpital de Greenwich..... | 320,000 l. st. |
| Dépenses extraordinaires, pour l'Irlande..... | 350,000 |
| Intérêt de 5 millions sterl. consacrés à l'amortissement..... | 180,000 |
| Première économie sur les dépenses. | 850,000 l. st. |

Il convient d'ajouter à ce total, un arriéré de 200,000 livres sterlings qu'il a fallu solder à la Banque, en 1822, et qui ne se présentera plus cette année : quoiqu'on ait encore à payer une certaine somme pour l'intérêt des avances faites par la Banque en faveur du service public de 1823. On doit en outre à la Banque, l'intérêt de 2,600,000 liv. sterl. remboursées à ceux des rentiers qui n'ont pas voulu permettre que l'intérêt de leurs effets publics, fût réduit de 5 à 4 pour cent, au mois de juillet dernier.

Si le nouveau système financier est suivi durant cinq ou six années seulement, le Ministère britannique est persuadé qu'au bout de ce temps

Digitized by Google

on aura produit une réduction d'impôts égale à 80 ou 100 millions de nos francs, c'est-à-dire à la totalité de l'impôt sur les portes et fenêtres. Par ce système, on sera certain d'arriver à réduire l'intérêt des fonds publics à 3 pour cent; ce qui produira 19 millions de nos francs d'économie. Enfin au bout de six ans, une partie de la dette publique, supérieure à 760 millions de francs, se trouvera rachetée.

Tel est l'état général des affaires de l'Administration britannique.

Dans les finances, dit l'historien du Ministère, nous sommes parvenus à un degré de sécurité et de crédit public qu'on n'avait jamais atteint. Il me semble qu'ici l'on oublie un peu trop quelques-unes des plus belles opérations de M. Pitt et des ministres qui l'ont devancé, pour exalter outre mesure le Ministère actuel.

L'auteur dont nous suivons la marche, et dont nous analysons les idées et les raisonnements, expose avec complaisance la récapitulation de tous les beaux résultats financiers qu'il a développés avec tant d'étendue, et à tant de reprises, dans le cours de son ouvrage. Il s'applique à prouver que jusqu'à présent la caisse d'amortissement avait été beaucoup moins



Digitized by Google

efficace qu'on ne l'avait pensé. Les faits qu'il cite à cet égard méritent d'être remarqués.

Le premier fonds d'amortissement fut établi en 1786. Il fut rendu sans fruit par les dépenses de l'armement opéré peu après contre la Russie, et par les mesures de précaution qu'on a prises lors du commencement de la révolution française.

C'est seulement en 1792 qu'un *fonds d'amortissement* digne de ce nom put être mis en opération effective. Il fut fondé sur un impôt de un pour cent, correspondant au total de chaque nouvel emprunt. Cette mesure fut exactement suivie, jusqu'en 1798. Mais, depuis cette dernière année jusqu'en 1802, les besoins urgents du trésor public, obligèrent de se départir de la règle établie. Alors, on réunit le fonds d'amortissement primitif de 1786, avec le fonds militaire d'amortissement établi en 1792. A partir de 1802, le Ministère levait annuellement d'immenses emprunts, et le fonds d'amortissement, quoique fort grand, *était en effet purement nominal;* attendu qu'il n'y avait aucun superflu de revenu, lorsque la dépense était prélevée. Le fonds d'amortissement actuel a donc pour caractère particulier, qu'il n'est pas absorbé par de nouveaux emprunts; qu'il n'est

Digitized by Google

pas épuisé par des dépenses extraordinaires; qu'on ne le dépense point par anticipation, pour suppléer à l'insuffisance des taxes. C'est un surplus clair de revenu; un excès positif des recettes sur les dépenses, toujours mis en la main du Gouvernement pour racheter la dette.

C'est-à-dire, en simple langage : depuis 1786 jusqu'en 1816, nous avions une caisse d'amortissement qui n'amortissait aucunement notre dette. Nous sommes en paix depuis sept ans, et nous commençons un amortissement annuel, égal à la *cent-cinquantième partie* du capital d'une dette contractée, en très grande partie, depuis *trente* années seulement!

Toutes les branches de la fortune de l'État et des citoyens sont dans un état qui s'améliore chaque jour, ainsi qu'on l'a pu voir par les détails où nous sommes entrés. La navigation, le commerce intérieur, le commerce extérieur et le revenu national, tout satisfait pour le présent, tout promet davantage pour l'avenir. La valeur moyenne et totale des produits britanniques exportés, surpasse la valeur des exportations faites *dans les années les plus productives de la dernière guerre.* Le monopole est perdu sur quelques branches du commerce avec

Digitized by Google

l'étranger; mais cette perte est compensée par une augmentation dans les branches du commerce purement britannique. La navigation marchande de l'Angleterre maintient sa supériorité sur celle de tous les autres peuples. Elle n'obtient, sans doute, comme toutes les branches du commerce, que des bénéfices réduits; mais l'étendue des entreprises, leur importance et leur multiplicité présentent en total, un gain préférable sur l'ensemble du commerce extérieur. De même, pour le commerce intérieur et pour les manufactures, les profits sont moindres que durant la guerre; mais les entreprises prospèrent, et la société tout entière gagne plus, à proportion, que les producteurs ou les marchands ne perdent en bénéfice, par cette heureuse réduction des prix. Le peuple entier éprouve le bienfait de l'abondance, pour tous les objets de nécessité, de bien-être et d'agrément. Un plus grand nombre est en état d'acheter certains objets, tous sont en état d'acheter davantage.

Quant à la réduction des prix, par rapport au marchand et au producteur, on ne saurait trop fortement persuader aux Anglais de toutes les classes industrieuses que chez un peuple

Digitized by Google

commerçant, ayant la libre entrée de tous les ports de l'Univers, des prix élevés ne sauraient assurer au négoce une condition prospère. Le commerce ne peut pas atteindre son plus haut degré de prospérité, si des profits peu élevés, obtenus sur de vastes entreprises, ne permettent aux marchands britanniques de lutter sur le marché du monde entier, contre tous leurs rivaux; et de tirer un infaillible parti des avantages impérissables que présentent la grandeur et la sûreté des capitaux, le savoir dans la mécanique, et l'industrie dans le travail manuel, qui sont les vrais éléments de la puissance anglaise, et durant la guerre et durant la paix.

L'historien du Ministère britannique appelle l'attention des lecteurs sur un fait bien remarquable. Une masse d'impositions qui s'élève chaque année à cinquante-cinq millions sterlings, c'est-à-dire une masse d'impositions presqu'égale à la totalité des revenus fonciers du royaume, est payée, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux rigueurs de la loi; elle est payée avec si peu de poursuites judiciaires que, d'après un ordre de la chambre des communes enjoignant de rendre un compte de semblables procédures, pour l'année 1821, l'administrateur

chargé de faire ce rapport n'a pas trouvé un seul procès relatif aux impôts connus sous le nom des *assessed taxes*.

Quoiqu'en parlant des colonies, l'historien du Ministère britannique ne se soit pas très étendu, il a fait voir qu'à beaucoup d'égards, l'Administration s'est efforcée de concilier les intérêts généraux d'un libre commerce, avec les nécessités pressantes de plusieurs colonies.

Au sujet de la navigation et du commerce extérieur, le Parlement de la Grande-Bretagne vient d'abolir plusieurs lois embarrassantes qui étaient le sujet de l'irritation continuelle et de la jalousie des autres puissances, sans produire néanmoins un bénéfice équivalent pour les intérêts du commerce de l'Angleterre et de sa marine marchande.

« Sans ébranler cette colonne de notre grandeur maritime (les Actes de navigation), dit l'historien de l'Administration britannique, les ministres ont amélioré ces Actes. Ils les ont renouvelés, pour les mettre en harmonie avec le nouvel aspect du monde commercial. Ils ont diminué d'antiques restrictions, pour embrasser des intérêts nouveaux et des intérêts agrandis. Ils ont étendu l'esprit des mêmes lois, et les ont

Digitized by Google

rendues plus efficaces, en même temps qu'ils en ont réduit et réformé les règles techniques.

Si la sphère d'un libre commerce n'a pas été plus agrandie dans tous nos établissements coloniaux, si les Indes orientales en particulier, n'ont pas été davantage ouvertes au capital et aux entreprises des marchands britanniques, il ne faut l'attribuer ni à l'indifférence ni à la négligence du Gouvernement. »

Sous le point de vue des intérêts généraux, les ministres sentent parfaitement toute la valeur et toute l'importance de la culture du sucre; ils sont frappés de l'idée que la consommation de ce produit précieux pourrait être immensément augmentée; que le sucre pourrait même avec certaines circonstances être produit par un libre travail, et que l'encouragement de sa culture dans l'immense Indostan serait plus efficace que cent Actes du Parlement, pour enrichir l'Inde, pour la civiliser et lui permettre une grande consommation des produits britanniques, en lui procurant des moyens d'achat et d'échange. Les ministres ont devant eux cette perspective, mais ils la voient à telle distance, à travers tant d'obstacles possibles, qu'ils souhaitent plus qu'ils n'espèrent de la voir

Digitized by Google

se réaliser. Ils savent qu'un vaste capital est employé et fixé dans les îles des Indes occidentales. Toutes les considérations de prudence et d'humanité les obligent à respecter des intérêts existants et d'une aussi grande étendue. Mais comme cette question doit finalement être résolue par une balance entre les intérêts des Indes occidentales d'un côté, et de l'autre les intérêts de tout l'empire britannique, y compris les Indes orientales, les ministres prévoient qu'un état de choses doit naître, dans lequel les intérêts subordonnés d'une partie de l'Etat seront contraints de céder aux intérêts plus grands du bien général.

Quant à nos relations extérieures, ajoute l'historien du Ministère britannique, nous avons eu pour système invariable, de maintenir, en Europe, la paix et la continuation de cette juste balance de pouvoir, établie par les derniers traités, et qui seule peut servir de fondement à la concorde générale. Nous avons toujours rejeté et contrarié toute entremise étrangère dans les affaires intérieures des États indépendants, etc.

Dans les disputes entre la Russie et la Sublime-Porte, nous avons cherché en même temps à maintenir la paix et à procurer aux provinces

Digitized by Google

grecques la sûreté *future* qui peut être compatible avec l'indépendance du gouvernement turc, et les droits incontestables d'un souverain sur ses propres sujets.

C'est-à-dire que le gouvernement britannique, si étendu, si profond et si juste dans ses vues, pense, de bonne foi, qu'en remettant les Grecs sous le joug commandé par les droits *incontestables* d'un souverain musulman sur des chrétiens en esclavage, il existera des mesures qui garantiront la parfaite sûreté des enfants de la Grèce! Nous nous abstenons de faire aucun raisonnement à cet égard, pour ne pas entrer dans des discussions que nous nous sommes fait une loi d'éviter.

Ajoutons seulement qu'en 1822, l'historien britannique nous apprend que l'Angleterre s'est conduite d'après l'impulsion de ses sentiments religieux, pour manifester sa compassion et sa générosité, envers les chrétiens de la Turquie occidentale. Est-ce le vendeur de Parga, le proconsul des îles ioniennes, qu'elle a chargé de ces fonctions apostoliques?

Nous avons désiré, dit l'historien du Ministère britannique, que le même esprit d'administration et de liberté civile, fleurisse et se répande en

Digitized by Google

toute autre contrée, aussi bien qu'en la Grande-Bretagne; car nous pensons que la prospérité, les libertés et l'heureuse situation des divers États de l'Europe, ne peuvent exciter en Angleterre aucun sentiment d'envie et de jalousie. — Ah!...

Le Ministère britannique rappelle ensuite l'influence pacifique et très honorable exercée dans un congrès récent, par le premier des généraux de la Grande-Bretagne; influence qui maintenant semble beaucoup perdre de son prix, par la courte durée de ses effets.

Arrivés au terme de l'examen des mesures d'une Administration grande et puissante, résumons nos pensées et nos jugements, à l'égard de l'esprit et des actes de cette Administration. Il était impossible à notre équité d'approuver aveuglément toutes ses opérations et toutes ses vues. Mais, alors même que nous manifestons notre dissentiment à ce sujet, gardons-nous d'être injustes sur l'étendue et la beauté des résultats obtenus dans le court espace d'une année, par une Administration pleine de talents. Exprimons sans détours et sans réticences, notre admiration pour un gouvernement qui sait, avec tant de supériorité, concilier ses propres intérêts avec

Digitized by Google

ceux de la nation même qu'il est digne de régir. Rendons hommage à la prudence, à la sagesse, à l'étendue des lumières de ces hommes d'état, qui savent réunir, dans leurs pensées comme dans leurs mesures, et la prospérité physique et la prospérité morale de leur patrie; qui font, du bien-être des citoyens, le but de l'ordre public; et qui réclament cet ordre, sans vouloir l'obtenir aux dépens des libertés individuelles, ni des libertés nationales; honorant les protecteurs éclairés de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, autant qu'aux mêmes honorent les hommes qui font fleurir ces trois branches de la prospérité publique. Enfin, loin de nous abaisser à des rivalités nationales, indignes des vrais amis de l'espèce humaine, formons des vœux pour qu'on voie long-temps briller en Europe, un gouvernement qui fournit des leçons et des exemples d'une si haute importance, à des États moins avancés dans les progrès de l'état social, c'est-à-dire dans la civilisation, qui, seule, peut faire la puissance, le bien-être, et la gloire des nations modernes!....

FIN.

Digitized by Google

# TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION. Page 1
CHAPITRE PREMIER. 7
*Des Finances.* *ibid.*
§ Ier. Economie du revenu annuel. 11
§ II. Amortissement de la dette publique. 12
§ III. Réduction dans l'intérêt de la dette. 17
§ IV. Transformation des pensions viagères de la Marine et de l'Armée, en annuités de quarante-cinq ans. 26
§ V. Application des économies financières à la réduction des taxes publiques. 28
§ VI. Mesures propres à favoriser la circulation monétaire indispensable au commerce. 33
CHAPITRE II. 49
RESSOURCES NATIONALES. — *Commerce extérieur.* *ibid.*
— Avec la Russie. 58
— Avec les États-Unis. *ibid.*
— Avec la Germanie, y compris la Prusse, la Hollande, etc. *ibid.*
— Avec les Grandes-Indes et la Chine. 59
— Avec le Brésil. *ibid.*
— Avec les États de l'Amérique méridionale. *ibid.*

Digitized by Google

CHAPITRE III. Page 60
*Navigation.* *ibid.*
Tonnage des bâtiments sortis des ports de la Grande-Bretagne. 62
Tonnage des bâtiments entrés dans les ports de la Grande-Bretagne. *ibid.*
CHAPITRE IV. 64
*Commerce intérieur et Manufactures.* *ibid.*
Soieries. 66
Lainages. 74
Cotons. 75
Toiles. 78
Produits métalliques. 79
Commerce intérieur. 80
Banques d'épargne. 84
CHAPITRE V. 87
*Administration coloniale.* *ibid.*
§ Ier. Indes occidentales. 91
§ II. Administration intérieure des Colonies du nord de l'Amérique. 96
§ III. Indes orientales. 98
CHAPITRE VI. 112
*Relations commerciales.* *ibid.*
CHAPITRE VII. 118
*Administration intérieure.* *ibid.*
§ Ier. État administratif de l'intérieur. *ibid.*
§ II. Budget des dépenses. 129
Marine. 130

Digitized by Google

Armée. Page 142
Ordonnance. 143
Dépenses civiles. 145
§ III. Diminution future des impôts. *ibid.*
§ IV. Mesures d'administration, pour améliorer l'état futur de l'Angleterre. 149
Résumé général. 164

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

BOUND IN C
OCT 30 1905

Digitized by Google

Digitized by Google